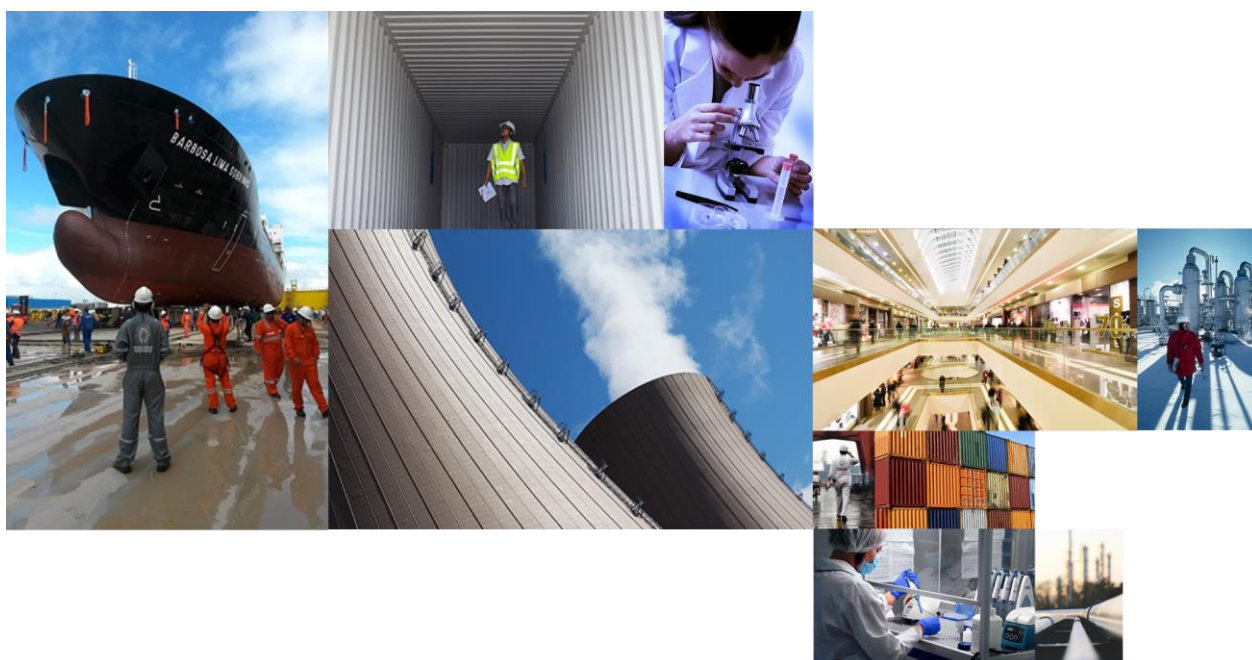


RAPPORT SEMESTRIEL 2016

Le présent rapport financier semestriel est établi conformément au III de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier. Il comprend un rapport semestriel d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier 2016 au 30 juin 2016, les comptes consolidés du Groupe Bureau Veritas au 30 juin 2016, le rapport des commissaires aux comptes et la déclaration des personnes responsables du document.



SOMMAIRE

1. Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2016	2
1.1. Note préliminaire	2
1.2. Faits marquants du premier semestre 2016	2
1.3. Evolution de l'activité et des résultats	5
1.4. Flux de trésorerie et financement	13
1.5. Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice	20
1.6. Transactions entre les parties liées	21
1.7. Perspectives	22
1.8. Evènements postérieurs à la clôture	22
2. Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2016	23
2.1 Etats financiers consolidés semestriels	23
2.2 Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés	28
Note 1 : Informations générales	28
Note 2 : Faits marquants du premier semestre 2016	28
Note 3 : Principes et méthodes comptables	29
Note 4 : Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	30
Note 5 : Saisonnalité	31
Note 6 : Information sectorielle	32
Note 7 : Eléments du résultat opérationnel	32
Note 8 : Impôt sur le résultat	33
Note 9 : Ecart d'acquisition	34
Note 10 : Acquisitions et cessions	36
Note 11 : Capital souscrit	39
Note 12 : Paiements en actions	40
Note 13 : Dette financière	42
Note 14 : Garanties et cautions données	45
Note 15 : Provisions pour risques et charges	45
Note 16 : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	46
Note 17 : Résultat par action	46
Note 18 : Dividende par action	47
Note 19: Information complémentaire sur les instruments financiers	48
Note 20 : Transactions avec les parties liées	53
Note 21 : Evènements postérieurs à la clôture	54
Note 22 : Périmètre de consolidation	55
2.3 Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2016 (période du 1er janvier au 30 juin 2016)	70
3. Déclaration des personnes responsables du rapport financier semestriel	71

1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2016

1.1. NOTE PRELIMINAIRE

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les comptes semestriels consolidés du Groupe et les notes annexes aux comptes semestriels consolidés au 30 juin 2016 figurant au Chapitre 2 du présent Rapport financier semestriel au 30 juin 2016, ainsi que les comptes consolidés du Groupe et les notes annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2015, figurant au paragraphe 5.1 du Document de référence 2015.

En application du Règlement (CE) 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les comptes consolidés de Bureau Veritas au titre du premier semestre 2016 et du premier semestre 2015 ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne.

1.2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2016

1.2.1. MONTEE EN PUISSANCE DES INITIATIVES DE CROISSANCE 2020

2016 est une année charnière pour la mise en œuvre de la stratégie présentée en octobre 2015, qui est basée sur :

- Huit Initiatives de Croissance : Bâtiments & Infrastructures, Services Opex sur les marchés Pétrole & Gaz, Power & Utilities, Chimie, Segments adjacents - Distribution / Industrie minière, Agroalimentaire, Automobile, Smartworld, Contrats globaux de Certification et Marine & Offshore ;
- Deux pays clés : les États-Unis et la Chine ;
- Quatre principaux leviers : les Ressources Humaines, la Gestion des grands comptes, Excellence@BV et le Digital.

Au S1 2016, les activités relatives aux Huit Initiatives de Croissance ont contribué à hauteur de 2,2 points à la croissance organique du Groupe. Les initiatives Marine & Offshore, Agroalimentaire, Bâtiments & Infrastructures, Automobile et Certification montent toutes en puissance, tandis que d'autres initiatives sont à des stades plus précoces de développement. Toutes les acquisitions réalisées depuis le début de l'année soutiennent les initiatives de croissance.

Les autres activités ont une contribution négative à la croissance organique du Groupe, à hauteur de 2,8 points. Cette situation s'explique principalement par le repli des marchés des matières premières, avec notamment un impact négatif de 1,5 points des activités liées au CAPEX pétrole et gaz. Ces dernières activités, qui représentent 6 % du CA du Groupe, accusent une baisse de 19 % au S1 2016 par rapport au S1 2015.

1.2.2. NOUVELLE ORGANISATION MARKETING & VENTES EN PLACE, SUPPORTANT DEJA LES INITIATIVES DE CROISSANCE

Le Groupe progresse bien dans la mise en place et le déploiement de sa nouvelle organisation Marketing & Ventes, qui est au cœur de sa stratégie de pénétration de nouveaux segments de marché porteurs et d'accélération de sa diversification globale.

Les responsables de marché globaux sont désormais en place dans 80 % des marchés considérés comme stratégiques par Bureau Veritas. Ils s'appuient sur un réseau de plus d'une trentaine de responsables de marché régionaux. En outre, 90 % des grands comptes du Groupe sont maintenant sous la responsabilité directe d'un responsable grands comptes.

Les responsables de marché et les responsables grands comptes contribuent à renforcer la relation client, offrent des services mieux adaptés à leurs besoins et développent les opportunités de ventes croisées.

Cette stratégie commence à porter ses fruits, ainsi qu'en témoignent les premiers succès commerciaux :

- **Initiative de croissance : Opex** - Plusieurs contrats majeurs ont été remportés par exemple avec une importante société gazière auprès de laquelle Bureau Veritas accroît progressivement ses prestations, tant sur le plan géographique (Amérique latine, Europe) qu'en termes de services (services intégrés pour un réseau de distribution de gaz, contrôle technique obligatoire et compteurs de gaz). Le chiffre d'affaires réalisé avec ce client, à qui Bureau Veritas n'offrait pas de services auparavant, a été multiplié par 3 depuis 2015.
- **Initiative de croissance : segments adjacents / industrie minière** - Bureau Veritas est le partenaire historique de grandes sociétés minières telles que BHP Billiton, initialement axé sur les services de tests minéralogiques et métallurgiques et les services de contrôle et d'assurance qualité pour les projets Capex. En optant pour une approche Marketing & Ventes intégrée, Bureau Veritas s'est imposé comme un partenaire dans les services Opex industriels, et assure le contrôle de l'intégrité des actifs et des équipements de la mine de cuivre d'Escondida au Chili.
- **Pays clé : la Chine** - Bureau Veritas accompagne une société d'ingénierie chinoise de premier plan (EPC contractor) du secteur de l'Electricité dans son développement en Asie du Sud. Les missions comprennent la supervision du processus de construction de stations de conversion et d'autres projets, ainsi que des lignes électriques.

1.2.3. SIX ACQUISITIONS, TOUTES A L'APPUI DES INITIATIVES DE CROISSANCE

Au S1 2016, le Groupe a réalisé six acquisitions représentant un chiffre d'affaires annualisé d'environ 105 millions d'euros, soit 2,3 % du CA Groupe 2015.

B&I

Chongqing Liansheng (détenue à 80%) intervient sur les infrastructures de transports et de services publics, et sur des projets immobiliers haut de gamme ou industriels en Chine. En 2015 son chiffre d'affaires était de 30 millions d'euros.

HCD (Royaume-Uni) offre des services comprenant le contrôle construction, la sécurité incendie, l'assistance technique pour la conformité réglementaire et les services d'ingénierie. En 2015 son chiffre d'affaires était de 10 millions d'euros.

Agroalimentaire

DTS (détenue à 51%) est leader dans le marché du test pour la filière agroalimentaire en Australie, à travers son activité de suivi et de garantie de l'intégrité des produits agricoles et agroalimentaires du producteur au consommateur. En 2015 son chiffre d'affaires était de 35 millions d'euros.

Automobile

VEO (détenue à 65%) est un organisme de vérification de conformité dans le secteur automobile basé en Chine. Cette acquisition, qui complète les capacités existantes du Groupe en Chine, positionne Bureau Veritas comme un prestataire de solutions intégrées dans le segment Automobile, tant pour le marché domestique qu'à l'export. En 2015 son chiffre d'affaires était de 8,5 millions d'euros.

Marine & Offshore

TMC (TMC Marine Ltd) est une société de conseil et d'ingénierie internationale de premier plan, spécialisée dans une large gamme de services maritimes, y compris le sauvetage. En 2015 son chiffre d'affaires était de 8,5 millions d'euros.

OPEX pour le marché de la pétrochimie

Summit (Summit Inspection Services, Inc.) est une société américaine spécialisée dans les services d'inspection des émissions diffuses, qui entretient d'excellentes relations avec les leaders de l'industrie pétrochimique. En 2015 son chiffre d'affaires était de 13 millions d'euros.

1.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2016	S1 2015	Variation
Chiffre d'affaires	2 221,4	2 318,7	-4,2%
Achats et charges externes	(640,3)	(652,6)	
Frais de personnel	(1 162,4)	(1 209,7)	
Autres charges	(115,2)	(120,8)	
Résultat opérationnel	303,5	335,6	-9,5%
Quote-part des sociétés mises en équivalence	0,4	0,3	
Résultat opérationnel après quote-part des sociétés mises en équivalence	303,9	335,9	-9,5%
Résultat financier	(43,4)	(47,6)	
Résultat avant impôts	260,5	288,3	-9,6%
Impôts sur les résultats	(93,6)	(106,1)	
Résultat net	166,9	182,2	-8,4%
Intérêts minoritaires	7,3	7,1	
Résultat net part du groupe	159,6	175,1	-8,9%

1.3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires s'établit à 2 221,4 millions d'euros au S1 2016, en baisse de 4,2 % par rapport au S1 2015 mais en hausse de 0,7% à taux de change constants.

- Croissance organique de -0,6 %, tendance stable entre le T1 et le T2

L'année 2016 a démarré lentement, traduisant la baisse organique des activités liées aux matières premières. L'Industrie (croissance organique de -9,8 %) et les Matières Premières (+1,3 %) ont été affectées - comme prévu - par le ralentissement des activités liées au CAPEX pétrole et gaz et la faiblesse de la partie amont du marché des minéraux. Le fléchissement dans les pays dépendants des matières premières a également pesé sur GSIT (-4,2 %), tout comme le phasing défavorable des contrats.

L'activité Construction affiche une croissance modérée (+0,4 %), en raison d'un ralentissement en Amérique latine et en Asie, tandis que les effets de la reprise cyclique tardent à se concrétiser sur le marché français.

Dans l'activité Biens de consommation, les performances s'améliorent progressivement (+2,3 %), toutes catégories de produits confondues, sauf pour les biens de consommation durables. L'activité Marine enregistre une croissance soutenue (+3,0%), avec une progression dans les nouvelles constructions et sur le segment en-service, malgré le contexte défavorable dans l'offshore pour ce dernier.

Les segments Certification (+5,4 %), IVS (+5,2 %) et la partie Matières Premières liée aux échanges se montrent résilients. Ces activités bénéficient des initiatives commerciales, ainsi que de la stratégie de diversification géographique ou en termes d'offre de service.

Par zone géographique, les activités en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique (46 % du CA) enregistrent une croissance organique de 2,8 % au premier semestre, avec une solide performance des sous-régions où la présence de Bureau Veritas reste limitée (Europe de l'Est, du Nord et du Sud), portée par les initiatives commerciales du Groupe et l'amélioration de la conjoncture. En Asie-

Pacifique (30 % du CA ; croissance organique de 1,9 %), l'activité rebondit grâce à l'accélération de la croissance en Asie. La croissance organique de la région Pacifique, qui est exposée au fléchissement des marchés des matières premières, reste faible. Le continent américain (24 % du CA) accuse un net repli de -8,7 % qui tient à l'exposition importante au secteur Pétrole et Gaz (notamment les activités liées aux CAPEX).

- La croissance externe ressort à 1,3 %, et reflète à la fois la contribution des acquisitions réalisées en 2016, à l'appui de 5 des 8 initiatives de croissance du Groupe, ainsi que la contribution des acquisitions réalisées au cours des exercices précédents.
- Les variations des taux de change ont eu un impact négatif de 4,9 %, principalement du fait de la dépréciation des devises de pays émergents face à l'euro.

1.3.2. RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel s'élève à 303,5 millions d'euros, en baisse de 9,5% par rapport aux 335,6 millions d'euros du S1 2015 ; à taux de change constant la baisse est de 4,5%.

1.3.3. RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE

Le résultat opérationnel « ajusté » est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des produits et charges relatifs aux acquisitions et des autres éléments jugés comme non récurrents.

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2016	S1 2015	Variation
Résultat opérationnel	303,5	335,6	-9,5%
Amortissement des actifs incorporels	32,0	34,3	
Autres charges liées aux acquisitions	3,5	0,4	
Charges de restructurations	11,5	-	
Résultat opérationnel ajusté	350,5	370,3	-5,3%

Les autres charges opérationnelles s'élèvent à 47,0 millions d'euros, à comparer à 34,7 millions d'euros au S1 2015, et se décomposent de la façon suivante :

- 32,0 millions d'euros d'amortissement des actifs incorporels, en baisse par rapport au S1 2015 (34,3 millions d'euros) ;
- 11,5 millions d'euros de charge de restructurations, principalement dans la région Amériques (Amérique du Nord et Amérique latine) et en Australie, pour les activités Industrie et Matières Premières ;
- 3,5 millions d'euros de charges liées aux acquisitions (0,4 million d'euros au S1 2015).

Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 350,5 millions d'euros, en baisse de 5,3% par rapport au S1 2015 et en progression de 0,5% à taux de change constants.

La marge opérationnelle ajustée s'élève à 15,8% au S1 2016, en baisse de 0,2 point par rapport au S1 2015. Hors impact des taux de change, la marge opérationnelle est globalement stable par rapport au S1 2015.

Au S1 2016, hors impact de change, les impacts principaux sur la marge concernent les activités exposées au secteur Pétrole & Gaz qui sont compensés par les initiatives d'excellence opérationnelle *Excellence @BV*.

Les activités les plus dynamiques ont connu une croissance rentable avec une hausse de la rentabilité dans l'IVS et la Certification. Inversement, l'activité GSIT voit sa marge diminuer de façon importante, du fait de la baisse des volumes et des coûts de lancement des nouveaux contrats. Le mix d'activité explique la légère dégradation de la marge de Marine & Offshore et de Biens de consommation quand celle de la Construction peut être attribuée au mix pays. Enfin, la division Matières Premières bénéficie des actions de restructurations menées par le Groupe en 2015.

1.3.4. RÉSULTAT FINANCIER

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2016	S1 2015
Coût de l'endettement financier brut	(43,5)	(41,8)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	1,2	2,5
Coût de l'endettement financier net	(42,3)	(39,3)
Ecart de change	1,3	(3,7)
Coût financier des régimes de retraites	(1,5)	(2,1)
Autres	(0,9)	(2,5)
Résultat financier	(43,4)	(47,6)

La charge financière nette, qui s'élève à 42,3 millions d'euros au S1 2016, est en augmentation de 3,0 millions d'euros par rapport à la même période en 2015 (charge de 39,3 millions d'euros). Cette hausse provient de l'augmentation de l'endettement pour financer les acquisitions, tandis que le taux d'intérêt moyen de la dette est en très légère baisse.

Bureau Veritas enregistre un gain de change de 1,3 millions d'euros au S1 2016 (contre une perte de 3,7 millions d'euros au S1 2015) qui provient pour l'essentiel de l'appréciation des actifs libellés en dollars américains détenus par certaines filiales de pays émergents.

1.3.5. IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 93,6 millions d'euros au S1 2016, contre 106,1 millions d'euros au S1 2015. Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente 35,9% au S1 2016 contre 36,8% au S1 2015. Le TEI ajusté est de 34,6%, il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments non récurrents.

La baisse observée par rapport à l'exercice antérieur est principalement due à la baisse du taux d'imposition en France et à la baisse des déficits sans impact fiscal.

1.3.6. RESULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du Groupe s'élève à 159,6 millions d'euros au S1 2016.

Le bénéfice net par action est de 0,37 euro, en baisse de 8,8% par rapport à 0,40 euros au S1 2015.

1.3.7. RESULTAT NET AJUSTE PART DU GROUPE

Le résultat net « ajusté » part du Groupe est défini comme le résultat net part du Groupe ajusté des autres charges opérationnelles nettes d'impôt.

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2016	S1 2015
Résultat net part du Groupe	159,6	175,1
BPA ^(a) <i>(euros par action)</i>	0,37	0,40
Autres charges opérationnelles	47,0	34,7
Effet d'impôt sur les autres charges opérationnelles	(12,7)	(9,5)
Résultat net ajusté part du Groupe	193,9	200,3
BPA ajusté ^(a) <i>(euros par action)</i>	0,44	0,46

(a) BPA : Bénéfice Par Action : calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions de 437 112 819 actions au S1 2016, et de 437 529 823 actions au S1 2015

Le résultat net part du Groupe ajusté s'élève à 193,9 millions d'euros au S1 2016. Le bénéfice net ajusté par action est de 0,44 euro au S1 2016, en baisse de 3,1% par rapport au S1 2015 ; il est en hausse de 3,9% ajusté des effets de change.

1.3.8. RESULTATS PAR ACTIVITE

Évolution du chiffre d'affaires du premier semestre

(millions d'euros)	2016	2015 (2)	Croissance en %			
			totale	organique	périmètre	change
Marine	203,7	202,2	0,7%	3,0%	1,3%	-3,6%
Industrie	448,7	542,1	-17,2%	-9,8%	0,1%	-7,5%
IVS	293,3	287,2	2,1%	5,2%	-	-3,1%
Construction	283,2	271,6	4,3%	0,4%	6,9%	-3,0%
Certification	172,5	170,8	1,0%	5,4%	-	-4,4%
Matières Premières (1)	399,4	417,7	-4,4%	1,3%	0,8%	-6,5%
Biens de consommation (1)	300,3	295,0	1,8%	2,3%	2,4%	-2,9%
GSIT	120,3	132,1	-8,9%	-4,2%	-	-4,7%
Total 1er semestre (S1)	2 221,4	2 318,7	-4,2%	-0,6%	1,3%	-4,9%

IVS : Inspection & Vérification en Service

GSIT : Services aux gouvernements & Commerce international

Évolution du résultat opérationnel ajusté du premier semestre

(millions d'euros)	Résultat opérationnel ajusté			Marge opérationnelle ajustée		
	2016	2015 (2)	Variation	2016	2015	Variation (%)
Marine	54,5	54,7	-0,4%	26,8%	27,1%	-0,3
Industrie	59,2	75,9	-22,0%	13,2%	14,0%	-0,8
IVS	34,2	31,0	10,3%	11,7%	10,8%	+0,9
Construction	37,9	38,4	-1,3%	13,4%	14,1%	-0,7
Certification	29,2	28,4	2,8%	16,9%	16,6%	+0,3
Matières Premières (1)	49,6	48,1	3,1%	12,4%	11,5%	+0,9
Biens de consommation (1)	72,6	73,5	-1,2%	24,2%	24,9%	-0,7
GSIT	13,3	20,3	-34,5%	11,1%	15,4%	-4,3
Total 1er semestre (S1)	350,5	370,3	-5,3%	15,8%	16,0%	-0,2

(1) : Ces chiffres intègrent une reclassification des tests pour l'alimentaire depuis l'activité Biens de consommation vers l'activité Matières Premières, telle que décrite en note 6 du Chapitre 2 – Etats financiers consolidés résumés

(2) : Par ailleurs, certaines réaffectations d'activité industrielles entre divisions ont été opérées au S1 2016. Les données du S1 2015 tiennent compte de la nouvelle réaffectation afin de permettre une meilleure comparabilité.

MARINE & OFFSHORE

L'activité enregistre une croissance organique positive au S1 2016 (+3,0 %), avec des tendances contrastées dans les deux segments. Dans les nouvelles constructions (42 % du CA), des retards et la fin de plusieurs projets ont entraîné un pic des certifications d'équipements au T2, qui a plus que compensé le ralentissement de l'activité nouveaux navires. Les nouvelles commandes au S1 2016 s'élèvent à 1,3 million de tonneaux, en forte baisse comparativement au S1 2015, dans un contexte de marché en régression.

Le segment En-Service (58 % du CA) affiche une progression très modérée, les activités principales du segment navires en service compensant le ralentissement de l'activité d'évaluation des risques pour l'industrie offshore. Au 30 juin 2016, la flotte classée par Bureau Veritas se compose de 11 382 navires et représente 112,4 millions de tonneaux (en hausse de 4,9% par rapport au S1 2015).

En mars, Bureau Veritas a annoncé un partenariat stratégique avec Dassault Systèmes. Il vise à numériser les services fournis aux armateurs et aux opérateurs offshore, avec à la clef des économies de main d'œuvre et d'autres coûts. Cette offre différenciante est une illustration de la transformation digitale en marche chez Bureau Veritas.

En mai, la Société a finalisé l'acquisition de TMC, l'un des leaders mondiaux du conseil, possédant une expertise forte sur un vaste éventail de problématiques de la marine, notamment le sauvetage maritime. TMC a réalisé un chiffre d'affaires de 8,5 millions d'euros en 2015.

La marge, qui s'établissait à 27,1 % au S1 2015, ressort à 26,8 % au S1 2016, en légère baisse du fait des fluctuations de change défavorables et du ralentissement de la croissance.

Pour le reste de 2016, compte tenu de la faiblesse du carnet de commandes, le Groupe anticipe un ralentissement de l'activité dans les nouvelles constructions d'ici à la fin de l'année. Le segment en-service devrait mieux résister et atténuer la poursuite de la baisse des activités liées à l'offshore. Dans cet environnement de marché, le Groupe concentrera ses efforts sur la question des coûts afin de protéger ses marges.

INDUSTRIE

La croissance organique de l'Industrie affiche un déclin marqué au S1 2016 (-9,8 %), en raison du repli significatif du chiffre d'affaires des activités liées au CAPEX pétrole & gaz, avec des baisses à deux chiffres sur le continent américain et en Australie. Les autres régions telles que l'Asie et le Moyen-Orient résistent mieux grâce à leur diversification en termes de pays et de secteurs. Les poches de croissance se sont concentrées dans les services OPEX et notamment sur les marchés de l'Electricité et en Asie.

L'acquisition de Summit, une société américaine spécialisée dans les services d'inspection des émissions diffuses, permettra à Bureau Veritas d'élargir sa présence dans les services OPEX dans l'industrie pétrochimique.

La marge opérationnelle ajustée s'établit à 13,2 % au S1 2016, contre 14,0 % au S1 2015, du fait de la pression liée aux marchés du pétrole et du gaz. Cette baisse a été en partie atténuée par les mesures de contrôle des coûts prises au cours des derniers trimestres.

Pour le reste de 2016, le Groupe anticipe une décroissance organique du chiffre d'affaires et n'attend pas de rebond des activités liées au CAPEX pétrole & gaz d'ici la fin de l'année. Le Groupe se concentrera sur la diversification de son exposition sectorielle à travers l'expansion dans des marchés stratégiques tels que la Chimie et les industries de transformation, et le renforcement de ses parts de marché existantes en répondant mieux aux besoins de services liés à l'OPEX.

INSPECTION & VERIFICATION EN SERVICE (IVS)

La croissance organique est robuste au S1 2016 (+5,2 %) tirée par l'ensemble des régions. L'Europe (70 % du CA) est en croissance grâce à l'activité générée par la Directive Énergie et à une activité commerciale soutenue, avec une accélération de la croissance organique dans les deux principaux pays hors France, à savoir l'Espagne et le Royaume-Uni. L'Amérique du Nord s'est redressée, grâce à une activité commerciale importante, et le Canada affiche une croissance positive (en partant d'un faible niveau). L'activité a fortement progressé en Asie et au Moyen-Orient.

La marge au S1 2016 s'établit à 11,7%, à comparer à 10,8% au S1 2015. Les initiatives de Lean management ont eu un effet positif, notamment en Europe, et l'Amérique du Nord a bénéficié du redressement du Canada.

Pour le reste de 2016, le Groupe continuera de mettre en œuvre sa feuille de route - dans le cadre de l'initiative plus globale Bâtiments & Infrastructures - en s'implantant sur de nouveaux marchés (Amérique latine), en densifiant le réseau (Asie) et en développant les activités de contrôle volontaire.

Le Groupe poursuivra par ailleurs la mise en œuvre des outils de productivité dans le réseau, avec pour objectif de dégager une croissance rentable.

CONSTRUCTION

L'activité Construction affiche une croissance organique positive (+0,4 %), marquée par l'amélioration des tendances en Europe, qui a plus que compensé la baisse du chiffre d'affaires en Chine due au ralentissement des activités liées au pétrole et au gaz. En Amérique latine, le développement au Chili a intégralement compensé le recul au Brésil.

En France – le principal pays – la croissance est restée soutenue par les services liés aux actifs existants et à l'OPEX. En Europe, les autres marchés s'améliorent.

Bureau Veritas a finalisé deux acquisitions stratégiques depuis janvier, qui permettront de couvrir de nouvelles régions cibles en Chine (Chongqing Liansheng) et au Royaume-Uni (HCD).

La marge du S1 2016 ressort à 13,4 %, contre 14,1 % au S1 2015, mais avec un mix pays moins favorable qu'à la même période l'année dernière.

Au S2 2016, les tendances de marché laissent entrevoir une activité plus favorable en France vers la fin de l'année. L'activité devrait rester positivement impactée par les nouveaux projets d'infrastructures de transport en Asie du Sud et la poursuite de l'expansion en Amérique latine, qui s'inscrivent dans l'initiative de croissance Bâtiments et Infrastructures.

CERTIFICATION

La division Certification enregistre une progression solide au S1 2016 (+5,4 %), marquée par une accélération de la croissance au T2 grâce à des niveaux d'activité en hausse en Europe, avec notamment un redressement en Espagne et une activité particulièrement soutenue en Italie et en Allemagne. Les autres principales régions ont également été très dynamiques, grâce aux initiatives commerciales qui ont porté leurs fruits sur le continent américain, au Moyen-Orient et en Asie du Sud. Ces trois régions enregistrent une croissance à deux chiffres. La croissance du S1 2016 a été portée par la filière agroalimentaire, les audits de fournisseurs, et plus globalement le thème de la protection des marques.

La marge opérationnelle ajustée est en progression à 16,9 %, à comparer à 16,6 % au S1 2015, principalement grâce à l'augmentation des volumes d'activité et aux initiatives de Lean management.

Au S2 2016, la croissance devrait continuer de bénéficier de l'effort portant sur les grands comptes, ainsi que du développement des schémas sectoriels et des services de chaîne logistique dans les marchés stratégiques (agroalimentaire, automobile et aéronautique). Les autres schémas liés à la Directive européenne sur l'efficacité énergétique, au développement durable et au numérique constitueront également des vecteurs de croissance à long terme de l'activité. Le re-engineering des processus et la digitalisation devraient soutenir l'amélioration des marges.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'activité Matières Premières est en croissance de 1,3 % en organique au S1 2016, le dynamisme des activités liées aux volumes d'échanges et à l'agroalimentaire compensant le recul des activités amont (*upstream*).

- Le segment Produits Pétroliers & Pétrochimiques (50 % du CA) est en hausse de 4,1 % en organique, une croissance supérieure à celle du marché, soutenue par les nouveaux services (carburants aviation, gaz de pétrole liquéfié) et par de nouvelles implantations.
- Le segment Métaux & Minéraux (33 % du CA) enregistre une décroissance organique (-7,4 %). Les activités liées à l'*upstream* sont en baisse à deux chiffres en raison d'une contraction des volumes, de pressions sur les prix et d'un mix moins favorable, tandis que les activités liées aux volumes d'échanges sont en hausse, portées par les activités hors charbon.

- Le segment Agroalimentaire (17 % du CA) jouit d'une croissance à deux chiffres : +15,0 % sur le semestre. Bureau Veritas a annoncé une prise de participation majoritaire dans le capital de DTS, société leader dans le marché du test pour la filière agroalimentaire en Australie, à travers son activité de suivi et de garantie de l'intégrité des produits agricoles et agroalimentaires du producteur au consommateur.

La marge opérationnelle progresse à 12,4 % au S1 2016, contre 11,5 % au S1 2015, grâce aux mesures de restructuration, aux initiatives de Lean management et à un effet mix.

Au S2 2016, le contexte devrait rester favorable pour les segments Produits Pétroliers & Pétrochimiques et Agroalimentaire, mais avec un ralentissement de la croissance pour ce dernier en raison d'une base de comparaison élevée. Une légère amélioration est envisagée dans les activités liées à l'*upstream* du segment Métaux & Minéraux, du fait d'une base de comparaison plus favorable.

BIENS DE CONSOMMATION

L'activité Biens de consommation montre une croissance organique de 2,3 %, tenant compte de l'impact de deux comptes clés, qui ont freiné la croissance des segments Biens durables et Produits électriques et électroniques (sur la partie Mobile). En Chine, la croissance a été portée par l'Automobile et le test des Textiles et des Jouets. L'Europe fait également preuve de robustesse.

À travers l'intégration de NCC, Bureau Veritas construit une offre de service globale pour les acteurs locaux en Argentine et au Brésil, tout en aidant ses clients globaux dans le *Smartworld* à pénétrer ces deux marchés. La prise de participation majoritaire dans le capital de VEO en mai, organisme de vérification de conformité dans le secteur automobile basé en Chine, complète les capacités existantes du Groupe dans ce pays et positionne Bureau Veritas comme un prestataire intégré de solutions dans le segment Automobile, tant pour le marché domestique qu'à l'export.

La marge opérationnelle s'est légèrement contractée à 24,2 % au S1 2016, contre 24,9 % au S1 2015 en raison d'un effet de mix et de l'impact défavorable des taux de change.

Au second semestre 2016, la croissance devrait repartir progressivement et la performance globale bénéficier d'un effet de base favorable, des succès commerciaux et des avancées sur le marché domestique chinois (Distribution, Auto).

SERVICES AUX GOUVERNEMENTS & COMMERCE INTERNATIONAL (GSIT)

La croissance organique a fléchi au S1 2016 (-4,2 %), la contribution des nouveaux contrats ne compensant pas la baisse des volumes liée aux fins de contrats et la baisse d'activité dans les pays dépendants des matières premières.

Les contrats de Gouvernements (34 % du CA) sont en retrait, du fait de la fin du contrat au Ghana, des niveaux d'activité plus faibles des sociétés minières, et d'une contribution encore modeste des nouveaux contrats de guichets uniques (*single window*).

Les contrats de Vérification de Conformité (26 % du CA) sont en croissance, hors Irak, grâce à la bonne performance des contrats en Afrique de l'Est.

Les activités de diversification dans l'Automobile et le Commerce international (40 % du CA) affichent des tendances en progression, avec une croissance robuste au T2, portée par les services liés à la chaîne logistique automobile.

La marge opérationnelle accuse une baisse à 11,1 %, contre 15,4 % au S1 2015, en raison de l'impact de change et de l'enchaînement défavorable des contrats, les contrats matures étant remplacés par des solutions nouvelles nécessitant une phase de lancement.

Au second semestre 2016, la croissance devrait repartir progressivement, grâce aux activités de diversification dans l'Automobile, à la montée en charge des contrats de guichets uniques et à des bases de comparaison plus favorables en fin d'année.

1.4. FLUX DE TRESORERIE ET FINANCEMENT

1.4.1. FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2016	S1 2015
Résultat avant impôts	260,5	288,3
Elimination des flux des opérations de financement et d'investissement	51,1	34,5
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	6,2	14,7
Amortissements et dépréciations	90,8	95,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(145,0)	(109,9)
Impôts payés	(102,4)	(106,2)
Flux net de trésorerie généré par l'activité	161,2	216,4
Acquisitions de filiales	(134,6)	(64,7)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(66,8)	(86,4)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	9,5	1,4
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(5,5)	(6,2)
Cessions d'actifs financiers non courants	6,7	3,5
Variation des prêts et avances consentis	7,2	8,3
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(183,5)	(144,1)
Augmentation de capital	0,8	4,4
Acquisition / cession d'actions propres	(20,3)	(23,2)
Dividendes versés	(234,6)	(214,4)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	42,9	232,9
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(13,8)	(68,8)
Intérêts payés	(60,2)	(57,8)
Remboursement des dettes avec les actionnaires	(1,0)	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(286,0)	(126,9)
Incidence des écarts de change	(4,9)	5,6
Variation de la trésorerie nette	(313,2)	(49,0)
Trésorerie nette au début de la période	510,8	210,3
Trésorerie nette à la fin de la période	197,6	161,3
Dont disponibilités et équivalent de trésorerie	212,7	198,2
Dont concours bancaires courants	(15,1)	(36,9)

Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe

Les flux de trésorerie générés par l'activité (cash-flow opérationnel) atteignent 161,2 millions d'euros au S1 2016. La génération de trésorerie, en excluant la variation de BFR, est robuste, en ligne avec l'évolution du résultat opérationnel. La variation de BFR est plus prononcée qu'habituellement, dû principalement à des effets de timing liés aux paiements de taxes indirectes et de contributions sociales.

Au 30 juin 2016, le BFR s'élève à 579,0 millions d'euros, soit 12,6% du chiffre d'affaires des 12 derniers mois y compris les entités acquises, à comparer à 555,0 millions d'euros au 30 juin 2015 (12,2%). La détérioration provient principalement des sociétés acquises.

(millions d'euros)	S1 2016	S1 2015
Flux net de trésorerie généré par l'activité	161,2	216,4
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes des cessions	(57,3)	(85,0)
Intérêts payés	(60,2)	(57,8)
Cash-flow libre	43,7	73,6

Le cash-flow libre (flux net de trésorerie disponible après impôts, intérêts financiers et CAPEX) s'est élevé à 43,7 millions d'euros au S1 2016, à comparer à 73,6 millions d'euros au S1 2015.

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

De manière générale, les activités d'inspection et de certification de Bureau Veritas sont des activités de services peu consommatrices en capital alors que les activités d'analyses et de tests en laboratoires requièrent des investissements. Ces dernières concernent les divisions Biens de consommation et Matières Premières ainsi que certaines activités d'inspection de marchandises aux frontières par scanners (division GSIT).

Le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nets des cessions réalisées par le Groupe est de 57,3 millions d'euros au S1 2016, en baisse par rapport à 85 millions d'euros au S1 2015. Le Groupe enregistre un produit de cession de 9,5 millions d'euros sur le semestre provenant notamment de la vente de certaines installations en Amérique latine. En excluant cet impact, le taux d'investissement s'élève à environ 3% du chiffre d'affaires.

Intérêts payés

Les intérêts payés sont en légère hausse à 60,2 millions d'euros, en raison de la légère hausse de l'endettement du Groupe par rapport au S1 2015.

Acquisitions de sociétés

Une description succincte des principales acquisitions réalisées au cours du semestre est présentée au paragraphe 1.2. Faits marquants du premier semestre 2016.

(millions d'euros)

	S1 2016	S1 2015
Prix des activités acquises	(131,8)	(52,3)
Trésorerie des sociétés acquises	9,9	1,0
Complément de prix restant à payer au titre des acquisitions de l'année	12,1	1,8
Décaissements sur acquisitions antérieures	(20,9)	(13,8)
Impact sur la trésorerie des activités acquises	(130,7)	(63,3)
Frais d'acquisition	(3,9)	(1,3)
Acquisition de filiales	(134,6)	(64,7)

Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe

Opérations sur le capital (augmentation, réduction et achat d'actions propres)

Au S1 2016, pour servir les plans de stock-options et d'actions de performance, la Société a réalisé des rachats d'action nets des augmentations de capital pour un montant de 19,5 millions d'euros.

Dividendes

Au S1 2016, le poste « dividendes versés » se compose principalement du dividende versé aux actionnaires au titre de l'exercice 2015 pour un montant de 234,6 millions d'euros (dividende unitaire de 0,51 euro).

Dettes financières

Le montant des dettes financières au bilan est en légère augmentation de 1,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015.

1.4.2. FINANCEMENT

Sources de financement du Groupe

Au 30 juin 2016, l'endettement brut du Groupe s'élève à 2 391,2 millions d'euros et se compose :

- de financements non bancaires :
 - le US Private Placement 2008 (315,8 millions d'euros) ;
 - le US Private Placement 2010 (184,1 millions d'euros) ;
 - les US Private Placement 2011 & 2014 (180,2 millions d'euros) ;
 - les US Private Placement 2013 & 2014 (135,1 millions d'euros) ;
 - les différentes tranches des Emprunts Schuldschein SSD (301 millions d'euros) ;
 - les émissions obligataires de 2012 et 2014 (1 milliard d'euros) ; et
 - l'émission de billets de trésorerie (40 millions d'euros).
- de financements bancaires :
 - le Crédit Syndiqué 2012 (non tiré) ;
 - le Financement bancaire 2015 en USD porté par Bureau Veritas Holdings, Inc (180,2 millions d'euros) ;
 - les autres emprunts bancaires (17,6 millions d'euros) ; et
 - les concours bancaires (15,1 millions d'euros)
- d'intérêts courus et de frais d'emprunts (22,1 millions d'euros).

L'évolution de l'endettement brut du Groupe se présente de la manière suivante :

(millions d'euros)

30 juin 2016 **31 déc. 2015**

Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (plus d'un an)	1 761,1	2 311,0
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (moins d'un an)	615,0	66,8
Concours bancaires	15,1	12,1
Endettement brut total	2 391,2	2 389,9

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie et de l'endettement net du Groupe :

(millions d'euros)

30 juin 2016 **31 déc. 2015**

Valeurs mobilières et créances assimilées	13,6	323,9
Disponibilités	199,1	199,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	212,7	522,9
Endettement brut total	2 391,2	2 389,9
Endettement net total	2 178,5	1 867,0

La dette financière nette ajustée (dette financière nette après instruments de couverture de devises telle que définie dans le calcul des covenants bancaires) s'élève à 2 184,0 millions d'euros au 30 juin 2016 à comparer à 1 862,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Au 30 juin 2016, l'essentiel du poste Disponibilités est considéré comme disponible. En effet, la trésorerie non disponible immédiatement ne représente qu'environ 7% du poste Disponibilités. Seuls deux pays sont concernés : l'Iran et le Venezuela.

Ratios financiers

La plupart des financements du Groupe sont soumis au respect de certains engagements et ratios financiers. Au 30 juin 2016, tous ces engagements étaient respectés. Ces engagements peuvent être résumés ainsi :

- le ratio *Interest Cover* représente l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe et doit être supérieur à 5,5. Au 30 juin 2016, ce ratio s'élevait à 10,76;
- le *Leverage Ratio* est défini comme le rapport de la dette financière nette ajustée sur l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise, et doit être inférieur à 3,25. Au 30 juin 2016, ce ratio s'élevait à 2,44.

Principales caractéristiques des financements

US Private Placement 2008

Le Groupe a mis en place le 16 juillet 2008 un placement privé aux États-Unis (USPP 2008) d'un montant de 266,0 millions de dollars américains et de 63,0 millions de livres sterling. Les caractéristiques de ce contrat de financement (« USPP 2008 ») sont les suivantes :

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Juillet 2018	167,4	GBP & USD	<i>In fine</i>	Fixe
Juillet 2020	148,4	GBP & USD	<i>In fine</i>	Fixe

Cette émission a été réalisée sous la forme de quatre senior notes remboursables in fine. Le Placement Privé 2008 est tiré à 100%.

US Private Placement 2010

Les caractéristiques de ce contrat de financement (« USPP 2010 ») sont les suivantes :

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Juillet 2019	184,1	EUR	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2016, l'US Private Placement 2010 est tiré à 100% pour un montant de 184,1 millions d'euros.

US Private Placement 2011 & 2014

Le Groupe a mis en place en 2011 une ligne de financement non confirmée et multidevises, à hauteur de 200 millions de dollars américains, auprès d'un investisseur.

Le Groupe a confirmé l'utilisation de 100 millions de dollars américains en 2011 pour une durée de 10 ans et de 100 millions de dollars américains en mai 2014 pour une durée de 8 ans.

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Octobre 2021	90,1	USD	<i>In fine</i>	Fixe
Mai 2022	90,1	USD	<i>In fine</i>	Variable

Au 30 juin 2016, la ligne de financement est tirée à 100% en dollars américains

US Private Placement 2013 & 2014

Le Groupe a mis en place en octobre 2013 et pour une durée de 3 ans une ligne de financement non confirmée et multidevises à hauteur de 150 millions de dollars américains auprès d'un investisseur.

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Octobre 2020	67,6	USD	<i>In fine</i>	Variable
Juillet 2022	22,5	USD	<i>In fine</i>	Variable
Juillet 2022	45,0	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2016, la ligne de financement est tirée à 100% en dollars américains.

Schuldschein SSD

Le Groupe a mis en place en 2011 et 2012 des placements privés de type Schuldschein en plusieurs tranches sur le marché allemand pour un montant total de 193 millions d'euros remboursable in fine dont 92 millions d'euros ont été remboursés au cours de l'année 2015.

Un nouveau placement privé d'un montant de 200 millions d'euros a été mis en place en juillet 2015 avec des échéances de cinq et sept ans. Les marges du SSD varient en fonction de la durée des emprunts.

Emissions obligataires 2012 & 2014

Le Groupe a réalisé deux émissions obligataires non notées d'un montant de 500,0 millions d'euros chacune en 2012 et 2014 avec les caractéristiques suivantes :

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Mai 2017	500,0	EUR	<i>In fine</i>	3.750%
Janvier 2021	500,0	EUR	<i>In fine</i>	3.125%

Billets de Trésorerie

Le Groupe a mis en place un programme de billets de trésorerie afin d'optimiser sa gestion de trésorerie court terme quand cela est possible et de limiter le recours aux autres financements. Les maturités des billets de trésorerie sont inférieures à un an. Le plafond de ce programme est fixé à 450 millions d'euros.

Au 30 juin 2016, l'encours du programme est de 40 millions d'euros.

L'Emprunt Syndiqué 2012

Le 27 juillet 2012, le Groupe a mis en place un nouveau crédit syndiqué revolving d'un montant de 450 millions d'euros pour une durée de cinq ans. Au cours du premier semestre 2014, le contrat a été amendé pour allonger sa maturité à avril 2019.

Au 30 juin 2016, l'Emprunt Syndiqué 2012 n'est pas tiré.

Le financement bancaire 2015

Le Groupe a mis en place un financement bancaire d'un montant de 200 millions de dollars américains, pour une durée de quatre ans.

Echéance	Montants tirés (millions d'euros)	Devise de tirage	Amortissement	Taux
Octobre 2019	180,2	USD	<i>In fine</i>	Variable

Au 30 juin 2016, Le financement bancaire 2015 porté par Bureau Veritas Holdings, Inc est tiré à 100% en dollars américains.

Engagements donnés

Les engagements hors-bilan peuvent comprendre les ajustements et compléments de prix d'acquisition, les engagements au titre des locations simples et les garanties et cautions octroyées.

Garanties et cautions octroyées

Les garanties et cautions octroyées au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015 sont résumées ci-dessous :

<i>(millions d'euros)</i>	30 juin 2016	31 déc. 2015
A moins d'un an	198,2	215,9
Entre 1 et 5 ans	158,1	140,9
A plus de 5 ans	22,1	24,3
Total	378,4	381,1

Les engagements donnés incluent des garanties et cautions de type garanties bancaires et garanties parentales :

- garanties bancaires : il s'agit essentiellement de garanties de marché telles que des garanties de soumission (bid bond) ainsi que de garanties de bonne exécution (performance bond). Les garanties de soumission permettent au bénéficiaire de se prémunir en cas de retrait de l'offre commerciale, de refus de signature de contrat ou de non apport des garanties demandées. Les garanties de bonne exécution garantissent à l'acheteur que le Groupe exécutera comme convenu les obligations contractuelles. Elles sont habituellement émises en pourcentages (de l'ordre de 10 %) de la valeur du contrat ; et
- garanties parentales : elles concernent principalement des garanties de marché et peuvent être limitées en valeur et en durée ou illimitées en valeur. Pour les garanties illimitées, le montant retenu pour la valorisation des engagements présentée ci-dessus correspond à la valeur totale du contrat.

Le groupe peut être amené à émettre des garanties parentales ou bancaires afin de garantir le paiement de loyers. Au 30 juin 2016, le montant total des garanties de loyers s'élève à 4,5 millions d'euros.

Au 30 juin 2016, le Groupe considère que le risque de décaissement relatif à des garanties est faible.

La répartition des garanties et cautions octroyées était la suivante au 30 juin 2016 :

(millions d'euros)	30 juin 2016	31 déc. 2015
Garanties bancaires	154,9	158,9
Garanties parentales	223,5	222,2
Total	378,4	381,1

La présentation des engagements hors bilan dans le présent document n'omet pas l'existence d'un engagement hors bilan significatif selon les normes comptables en vigueur.

Sources de financement attendues pour les investissements futurs

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement opérationnels seront totalement couverts par ses flux de trésorerie d'exploitation.

Au 30 juin 2016, pour le financement de sa croissance externe, le Groupe dispose des ressources provenant :

- des flux de trésorerie disponibles après impôts, frais financiers et dividendes ;
- de sa trésorerie disponible ;
- d'une ligne de financement confirmée pour un montant total de 410 millions d'euros sur l'Emprunt Syndiqué 2012 (montant de 450 millions d'euros sur l'Emprunt Syndiqué 2012 diminué des montants levés (40 millions d'euros) sur le programme des Billets de trésorerie).

La disponibilité de cette source de financement, est soumise au respect des ratios financiers de la Société, à savoir le Leverage Ratio et l'Interest Cover Ratio définis ci-avant.

1.5. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANT DE L'EXERCICE

Les lecteurs sont invités à se référer au Document de référence 2015 de la société déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 29 mars 2016 sous le numéro D.16-0217 (paragraphe 1.11. Facteurs de risques). Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

L'évolution des risques financiers et de marché sur le semestre sont détaillés dans l'annexe aux états financiers consolidés semestriels à la note 19 présentée au chapitre 2 – Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 du présent Rapport financier semestriel.

A l'exception de ces points, il n'est pas anticipé de risques ou incertitudes autres que ceux présentés dans ce document.

Procédures, enquêtes gouvernementales, administratives, judiciaires et d'arbitrage

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué dans un nombre important de procédures judiciaires visant en particulier à mettre en cause sa responsabilité civile professionnelle à la suite de prestations de services fournies. Bien que le Groupe porte une grande attention à la maîtrise des risques et à la qualité des prestations réalisées, certaines peuvent donner lieu à des réclamations et aboutir à des condamnations pécuniaires.

Les charges pouvant résulter de ces litiges font l'objet de provisions. Le montant comptabilisé en provisions est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Les coûts que le Groupe peut être amené à engager peuvent excéder les montants des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

A la date du présent document, le Groupe est impliqué dans les principales procédures suivantes :

CONTENTIEUX RELATIF A LA CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE HOTELIER ET COMMERCIAL EN TURQUIE

Bureau Veritas Gozetim Hizmetleri Ltd Sirketi (« BVG ») et la société turque Aymet sont parties devant le Tribunal de Commerce d'Ankara dans un contentieux relatif à la construction d'un complexe hôtelier et commercial pour lequel elles ont conclu un contrat en 2003. En 2004, la construction du projet s'est arrêtée, suite au retrait du financement du projet par la Banque Aareal. En 2008, la société Aymet a entamé une procédure contre BVG, alléguant de prétendus manquements dans la réalisation de sa mission d'inspection et de supervision du projet et la responsabilité de BVG dans le retrait du financement.

En 2009, les experts nommés par le juge ont déposé deux rapports très défavorables à BVG. En 2014, un nouveau collège d'experts a émis deux nouveaux rapports encore plus défavorables à BVG. Ces divers rapports d'experts s'appuient tous sur un rapport établi en février 2009 par la société Standard Unlü, à la demande d'Aymet, lequel retenait des hypothèses irréalistes mais très favorables à Aymet pour le calcul des éventuels dommages et intérêts relatifs à la perte d'exploitation du complexe hôtelier et commercial.

Les documents portés à la connaissance du Tribunal par BVG et par la Banque Aareal, qui a accordé un financement au titre du projet et qui elle-même a été assignée par Aymet concernant ce même projet, de même que plusieurs consultations juridiques d'éminents professeurs de droit turc, confortent la position de la Société selon laquelle les demandes de la société Aymet sont sans fondement juridique et contractuel solides. Au regard du droit local, la réclamation d'Aymet est aujourd'hui plafonnée à 87,4 millions de TRY, soit un peu moins de 30 millions d'euros, auxquels s'ajoutent les intérêts au taux légal et les frais de justice. BVG conteste tant le principe de la demande initiale que l'évaluation du préjudice.

En termes de procédure, les divers rapports déposés par les experts n'ont pas tenu compte des pièces versées au dossier par BVG et par la Banque Aareal et n'ont pas répondu aux questions juridiques et contractuelles permettant d'établir la responsabilité éventuelle de BVG.

En octobre dernier, BVG a déposé des conclusions qui ont amené le tribunal à désigner un nouveau collège d'experts pour réexaminer l'intégralité des pièces du dossier et émettre un nouveau rapport. Ce rapport a été déposé le 16 décembre 2015. Les nouveaux experts considèrent que BVG a rempli ses obligations contractuelles, que la demande d'Aymet n'est pas fondée et qu'Aymet doit régler à BVG le solde resté impayé de ses prestations. Les parties ont depuis fait valoir leurs observations sur ce rapport et attendent la décision du tribunal sur la suite. En l'état actuel de la procédure, l'issue de ce litige reste incertaine.

Sur la base des couvertures d'assurance disponibles et des provisions passées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société considère, après prise en compte des avis de ses avocats, que ce sinistre n'aura pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

CONTENTIEUX RELATIF A L'ACCIDENT D'UN AVION DE LA COMPAGNIE GABON EXPRESS

A la suite de l'accident d'un avion de la compagnie Gabon Express survenu à Libreville le 8 juin 2004 ayant causé le décès de 19 passagers et membres d'équipage et fait 11 blessés, l'administrateur général de l'époque de la société Bureau Veritas Gabon SAU (« BV Gabon »), filiale de la Société, est poursuivi pour complicité d'homicides et blessures involontaires. La société BV Gabon est recherchée en responsabilité civile devant les juridictions gabonaises.

A ce jour, aucune réclamation chiffrée n'a été formulée devant un tribunal et les répartitions de responsabilité ne sont toujours pas connues. La procédure au fond n'a toujours pas commencé du fait de difficultés procédurales. Le recours en rétractation de l'arrêt du 18 juin 2013, déposé par BV Gabon en septembre 2013, a fait l'objet en février 2015 d'une décision de rejet par la Cour de Cassation de Libreville. De ce fait, le dossier devrait être retourné dans les prochains mois au Tribunal correctionnel pour fixation d'une audience au fond. BV Gabon a fait délivrer des citations directes aux courtiers étrangers qui avaient illégalement placé la police couvrant l'avion, de façon à les faire intervenir à la cause.

Sur la base des couvertures d'assurance disponibles, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société considère, après prise en compte des avis de ses avocats, que ce sinistre n'aura pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

1.6. TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES

Les lecteurs sont invités à se référer à la note 20 – Transactions avec les parties liées présentée dans le chapitre 2 - Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 du présent Rapport financier semestriel.

1.7. PERSPECTIVES

Comme attendu, après un démarrage lent au premier semestre 2016, le Groupe anticipe toujours une accélération progressive au second semestre, portant la croissance organique annuelle dans le bas de la fourchette d'objectif de 1 à 3% pour 2016.

Pour l'ensemble de l'année, le Groupe confirme son objectif d'une marge opérationnelle élevée dans la fourchette de 16,5% à 17,0% et anticipe toujours une forte génération de trésorerie.

1.8. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

1.8.1. PROJET D'EVOLUTION DE L'ORGANISATION JURIDIQUE DE BUREAU VERITAS S.A.

Le Conseil d'administration de Bureau Veritas S.A., réuni le 27 juillet 2016, a approuvé les termes d'un projet d'évolution de l'organisation juridique de Bureau Veritas SA. Ce projet a pour objet de répondre à des exigences réglementaires en matière de conflits d'intérêt et d'accroître la visibilité des activités opérationnelles et de support en France aujourd'hui réunies au sein de Bureau Veritas S.A.

Il est envisagé que Bureau Veritas S.A. filialise, par voie d'apports partiels d'actifs, les branches d'activités suivantes au sein de six sociétés détenues à 100 % par le Groupe Bureau Veritas :

- la branche d'activité Marine & Offshore à la société Bureau Veritas Marine & Offshore – Registre International de Classification de Navires et de Plateformes Offshore SAS ;
- la branche d'activité GSIT (Services aux Gouvernements & Commerce International) à la société Bureau Veritas GSIT SAS ;
- la branche d'activité Exploitation, dédiée aux services délivrés en France pour la Gestion du Patrimoine Existant, l'Industrie, l'Inspection et la gestion des enjeux Hygiène Sécurité et Environnement des clients, à la société Bureau Veritas Exploitation SAS ;
- la branche d'activité Construction, dédiée aux services délivrés en France pour le Contrôle Technique, la Gestion du Patrimoine sur Travaux Neufs et la Coordination, Sécurité et Protection de la Santé, à la société Bureau Veritas Construction SAS ;
- la branche d'activité Support France, dédiée aux supports pour la France, à la société Bureau Veritas Services France SAS ; et
- la branche d'activité Support Groupe, dédiée aux supports délivrés en France pour le Groupe dans le monde, à la société Bureau Veritas Services SAS.

Ce projet de filialisation permettrait à Bureau Veritas S.A. de se recentrer sur une activité de holding pour ses activités en France. Le périmètre global de consolidation comptable de Bureau Veritas S.A. demeurerait inchangé.

Bureau Veritas S.A soumettra ce projet à l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en octobre 2016. Il est prévu que sa réalisation soit effective au 31 décembre 2016.

2. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2016

2.1 ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS

Compte de résultat consolidé semestriel

(en millions d'euros sauf les résultats par action)

	Notes	S1 2016	S1 2015
Chiffre d'affaires	6	2 221,4	2 318,7
Achats et charges externes	7	(640,3)	(652,6)
Frais de personnel	7	(1 162,4)	(1 209,7)
Impôts et taxes		(24,7)	(24,0)
(Dotations) / reprises de provisions	7	(12,5)	(7,6)
Dotations aux amortissements		(92,0)	(96,8)
Autres produits et charges d'exploitation	7	14,0	7,6
Résultat opérationnel	6	303,5	335,6
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0,4	0,3
Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence		303,9	335,9
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		1,2	2,5
Coût de l'endettement financier brut		(43,5)	(41,8)
Coût de l'endettement financier net		(42,3)	(39,3)
Autres produits et charges financiers		(1,1)	(8,3)
Résultat financier		(43,4)	(47,6)
Résultat avant impôts		260,5	288,3
Charge d'impôt	8	(93,6)	(106,1)
Résultat net		166,9	182,2
Intérêts minoritaires		7,3	7,1
Résultat net part du Groupe		159,6	175,1
Résultat par action (en euros) :			
Résultat net	17	0,37	0,40
Résultat net dilué	17	0,36	0,40

Les notes en pages 28 à 69 font partie intégrante des états financiers résumés.

Résultat global consolidé semestriel

(en millions d'euros)

	Notes	S1 2016	S1 2015
Résultat net		166,9	182,2
Autres éléments du résultat global			
Eléments recyclables en résultat			
Ecart de conversion (1)		(1,0)	97,8
Couvertures de flux de trésorerie (2)		(0,4)	(27,7)
Effet d'impôt sur les éléments recyclables en résultat (4)	8	0,2	(0,3)
Total des éléments recyclables en résultat		(1,2)	69,8
Eléments non recyclables en résultat			
Gains / (pertes) actuariels (3)		(14,1)	5,2
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables en résultat (4)	8	4,8	(2,0)
Total des éléments non recyclables en résultat		(9,3)	3,2
Total des autres éléments du résultat global (après impôt)		(10,5)	73,0
Résultat global		156,4	255,2
<u>revenant:</u>			
aux actionnaires de la société		149,3	244,3
aux participations ne donnant pas le contrôle		7,1	10,9

- (1) Ecart de conversion : ce poste comprend les écarts dus à la conversion en euro des comptes des filiales étrangères.
- (2) La variation de la réserve de couvertures de flux de trésorerie résulte de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés éligibles à la comptabilité de couverture.
- (3) Gains et pertes actuariels : le Groupe comptabilise en capitaux propres les écarts actuariels relatifs à l'évaluation des avantages au personnel à long terme. Ces écarts actuariels correspondent à l'incidence des ajustements liés à l'expérience et au changement des hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires et taux d'augmentation des retraites) de l'obligation relative au régime à prestations définies.
- (4) L'effet d'impôt est détaillé en Note 8. Impôt sur le résultat.

Les notes en pages 28 à 69 font partie intégrante des états financiers résumés.

Etat de la situation financière consolidée semestrielle

(en millions d'euros)

	Notes	juin 2016	déc 2015
Ecart d'acquisition	9	1 883,4	1 800,4
Immobilisations incorporelles		684,6	629,4
Immobilisations corporelles		497,0	497,9
Participations mises en équivalence		4,8	4,8
Impôts différés actifs		151,3	137,2
Titres de participation non consolidés		1,3	1,3
Instruments financiers dérivés		-	4,3
Autres actifs financiers non courants		75,7	71,0
Total actif non courant		3 298,1	3 146,3
Clients et autres débiteurs		1 496,4	1 374,2
Impôt sur le résultat - actif		44,2	45,5
Actifs financiers courants		59,4	45,3
Instruments financiers dérivés		14,7	16,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie		212,7	522,9
Total actif courant		1 827,4	2 004,3
Actifs destinés à être cédés		4,4	6,6
TOTAL ACTIF		5 129,9	5 157,2
Capital		53,0	53,0
Réserves et résultat consolidés		945,6	1 042,3
Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société		998,6	1 095,3
Participations ne donnant pas le contrôle		44,5	29,6
Total capitaux propres		1 043,1	1 124,9
Dettes financières non courantes	13	1 761,1	2 311,0
Instruments financiers dérivés		5,6	-
Autres passifs financiers non courants		77,3	52,1
Impôts différés passifs		164,7	152,8
Avantages au personnel à long terme		174,8	148,4
Provisions pour risques et charges	15	137,7	133,7
Total passif non courant		2 321,2	2 798,0
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		917,3	962,8
Impôt sur le résultat exigible		60,5	72,1
Dettes financières courantes	13	630,1	78,9
Instruments financiers dérivés		4,0	1,8
Autres passifs financiers courants		153,7	116,9
Total passif courant		1 765,6	1 232,5
Passifs destinés à être cédés		-	1,8
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		5 129,9	5 157,2

Les notes en pages 28 à 69 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels

(en millions d'euros)

	Capital	Primes	Réserve de conversion	Autres réserves	Total capitaux propres	Revenant aux actionnaires de la Société	Revenant aux participations ne donnant pas le contrôle
31 décembre 2014	53,1	73,0	(53,4)	1 068,0	1 140,7	1 108,0	32,7
Reduction de capital	(0,1)	(22,8)	-	-	(22,9)	(22,9)	-
Levées de stock-options	0,1	4,3	-	-	4,4	4,4	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	11,0	11,0	11,0	-
Dividendes versés	-	-	-	(214,1)	(214,1)	(209,8)	(4,3)
Transactions sur actions propres	-	-	-	3,0	3,0	3,0	-
Entrées de périmètre	-	-	-	4,8	4,8	-	4,8
Autres mouvements	-	-	-	0,8	0,8	9,1	(8,3)
Total des opérations avec les actionnaires	-	(18,5)	-	(194,5)	(213,0)	(205,2)	(7,8)
Résultat net	-	-	-	182,2	182,2	175,1	7,1
Autres éléments du résultat global	-	-	97,8	(24,8)	73,0	69,2	3,8
Résultat global	-	-	97,8	157,4	255,2	244,3	10,9
30 juin 2015	53,1	54,5	44,4	1 030,9	1 182,9	1 147,1	35,8
31 décembre 2015	53,0	43,9	(70,3)	1 098,3	1 124,9	1 095,3	29,6
Levées de stock-options	-	1,4	-	-	1,4	1,4	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	16,1	16,1	16,1	-
Dividendes versés	-	-	-	(225,2)	(225,2)	(222,8)	(2,4)
Transactions sur actions propres	-	-	-	(19,6)	(19,6)	(19,6)	-
Entrées de périmètre	-	-	-	14,5	14,5	-	14,5
Autres mouvements (a)	-	-	-	(25,4)	(25,4)	(21,1)	(4,3)
Total des opérations avec les actionnaires	-	1,4	-	(239,6)	(238,2)	(246,0)	7,8
Résultat net	-	-	-	166,9	166,9	159,6	7,3
Autres éléments du résultat global	-	-	(1,0)	(9,5)	(10,5)	(10,3)	(0,2)
Résultat global	-	-	(1,0)	157,4	156,4	149,3	7,1
30 juin 2016	53,0	45,3	(71,3)	1 016,1	1 043,1	998,6	44,5

- (a) Le poste « Autres mouvements » est constitué majoritairement :
- transferts de réserves entre la part revenant aux actionnaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle ;
 - de la variation de la juste valeur des puts sur minoritaires.

Les notes en pages 28 à 69 font partie intégrante des états financiers résumés.

Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie

(en millions d'euros)

	Notes	S1 2016	S1 2015
Résultat avant impôts		260,5	288,3
Elimination des flux des opérations de financement et d'investissement		51,1	34,5
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie		6,2	14,7
Amortissements et dépréciations		90,8	95,0
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	16	(145,0)	(109,9)
Impôts payés		(102,4)	(106,2)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		161,2	216,4
Acquisitions de filiales	10	(134,6)	(64,7)
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles		(66,8)	(86,4)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles		9,5	1,4
Acquisitions d'actifs financiers non courants		(5,5)	(6,2)
Cessions d'actifs financiers non courants		6,7	3,5
Variation des prêts et avances consentis		7,2	8,3
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(183,5)	(144,1)
Augmentation du capital	11	0,8	4,4
Acquisition/Cession d'actions propres		(20,3)	(23,2)
Dividendes versés		(234,6)	(214,4)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières		42,9	232,9
Remboursement des emprunts et autres dettes financières		(13,8)	(68,8)
Remboursement des dettes avec les actionnaires		(1,0)	
Intérêts payés		(60,2)	(57,8)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(286,0)	(126,9)
Incidence des écarts de change		(4,9)	5,6
Variation de la Trésorerie nette		(313,2)	(49,0)
Trésorerie nette au début de la période		510,8	210,3
Trésorerie nette à la fin de la période		197,6	161,3
Dont disponibilités et équivalents de trésorerie		212,7	198,2
Dont concours bancaires courants		(15,1)	(36,9)

Les notes en pages 28 à 69 font partie intégrante des états financiers résumés.

2.2 NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

Note 1 : Informations générales

Depuis sa création en 1828, Bureau Veritas a développé une expertise reconnue pour aider ses clients à se conformer aux normes ou aux réglementations relatives à la qualité, l'hygiène et la santé, la sécurité, l'environnement et la responsabilité sociale. L'activité de Bureau Veritas consiste à inspecter, analyser, auditer ou certifier les produits, les actifs et les systèmes de management de ses clients par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires, pour délivrer ensuite des rapports de conformité.

Bureau Veritas S.A. (« la Société ») et l'ensemble de ses filiales constitue le Groupe Bureau Veritas (ci-dessous appelé « Bureau Veritas » ou « le Groupe »).

Bureau Veritas S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé 67-71 Boulevard du Château, 92571 Neuilly-sur-Seine, France.

Au 30 juin 2016, Wendel détient 40,07 % du capital de Bureau Veritas et 56,15% des droits de vote.

Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés le 27 juillet 2016 par le Conseil d'Administration.

Note 2 : Faits marquants du premier semestre 2016

Acquisitions

Au cours du premier semestre 2016, le Groupe a réalisé les principales acquisitions suivantes :

- HCD Group, une société anglaise spécialisée dans le contrôle construction;
- Chongqing Liansheng Construction Project Management Co.Ltd (« Chongqing Liansheng »), une société chinoise spécialisée dans la supervision technique réglementaire de projets de construction ;
- Dairy Technical Services (« DTS »), une société australienne partenaire d'un grand nombre d'industriels australiens de l'agroalimentaire. Elle assure le suivi et garantit l'intégrité des produits agricoles et agro-alimentaires ;
- TMC Marine Ltd, une société de conseil et d'ingénierie internationale anglaise. Elle fournit à l'industrie maritime des services de conseil et d'assistance, à titre préventif et après sinistre. La société est spécialisée dans les enquêtes sur les accidents en mer, le conseil pour les opérations de sauvetage et de renflouement d'épaves et apporte des services de témoins experts maritimes.
- VEO Standards Technical Service Co. Ltd (« VEO »), un organisme de vérification de conformité dans le secteur automobile basé en Chine. VEO fournit des services d'homologation et d'assistance technique portant sur des véhicules, pièces détachées et systèmes automobiles, afin de vérifier leur conformité aux exigences applicables sur les marchés mondiaux.

- Summit Inspection Services, Inc, une société américaine spécialisée dans les services d'inspection des émissions diffuses pour les opérations de l'industrie pétrochimique. Summit Inspection Services est reconnue pour l'appui et l'expertise qu'elle apporte aux industries pharmaceutiques, chimiques et de raffinage.

Ces acquisitions, ainsi que leurs impacts dans les comptes semestriels, sont détaillés dans la note 10- « Acquisitions et cessions ».

Distribution de dividendes

Le 23 Mai 2016, le Groupe a procédé à une distribution de dividendes aux actions ayant droit à hauteur de 222,8 millions d'euros au titre de l'exercice 2015.

Note 3 : Principes et méthodes comptables

Base de préparation des états financiers

Ces états financiers consolidés résumés du premier semestre 2016 sont établis conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Ils doivent être lus en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015 qui ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Evolution du référentiel IFRS

Le Groupe applique les normes et textes entrés en vigueur à compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2016. Il s'agit des normes suivantes :

- Processus annuel d'amélioration des normes cycle 2010-2012 ;
- Amendement à IAS 19 (régimes à prestations définies : cotisations des membres du personnel) ;
- Processus annuel d'amélioration des normes cycle 2012-2014 ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 (clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables) ;
- Amendement à IAS 1 (présentation des états financiers).

Elles n'ont pas d'impact sur les comptes consolidés au 30 juin 2016.

Aucune norme, amendement ou interprétation publiés par IASB, adoptés par l'Union Européenne n'est appliquée par anticipation au 30 juin 2016 par le Groupe.

Particularités de l'établissement des comptes intermédiaires

Méthodes comptables appliquées

Les méthodes comptables appliquées sont cohérentes avec les règles et méthodes comptables retenues pour la préparation des états financiers annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, à l'exception de la charge d'impôt sur le résultat, et de la charge relative aux avantages au personnel à long terme telles que décrites dans le paragraphe suivant.

Utilisations d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux normes IFRS nécessite de retenir certaines estimations comptables déterminantes. La direction est également amenée à exercer son jugement lors de l'application des méthodes comptables du Groupe.

La préparation des états financiers intermédiaires a nécessité l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les mêmes éléments que ceux décrits dans les états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, à l'exception de la détermination de la charge d'impôt et des avantages au personnel à long terme pour lesquelles les méthodes d'estimation suivantes ont été appliquées :

- Charge d'impôt :

La charge d'impôt a été déterminée au 30 juin 2016 sur la base d'une projection sur l'exercice du taux moyen pondéré d'impôt attendu par pays, compte tenu de l'estimation d'un résultat taxable sur l'exercice.

- Avantages au personnel à long terme :

En l'absence de changement significatif, la charge constatée au compte de résultat du 30 juin est estimée sur la base des projections 2016 indiquées dans les rapports d'actuaire établis au 31 décembre 2015. Dans le cas d'une évolution significative du taux d'actualisation, la provision est ajustée sur la base du taux d'actualisation publié au 30 juin 2016.

Note 4 : Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe, le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

Ces indicateurs sont définis ci-dessous :

Le résultat opérationnel « ajusté » représente le résultat opérationnel du Groupe avant prise en compte des produits et charges relatifs aux regroupements d'entreprises et autres éléments non récurrents.

(millions d'euros)

	S1 2016	S1 2015
Résultat opérationnel	303,5	335,6
Amortissement des actifs incorporels issus des regroupements d'entreprises	32,0	34,3
Charges de restructuration	11,5	-
Résultats de cessions d'activité et autres charges et produits relatifs aux regroupements d'entreprises	3,5	0,4
Résultat opérationnel ajusté	350,5	370,3

Le résultat net « ajusté » part du Groupe est défini comme le résultat net part du Groupe ajusté des produits et charges relatifs aux acquisitions et aux autres éléments non récurrents nets d'impôt.

(millions d'euros)

	S1 2016	S1 2015
Résultat net part du Groupe	159,6	175,1
Produits/Charges relatifs aux acquisitions et autres éléments non récurrents	47,0	34,7
Effet d'impôt	(12,7)	(9,5)
Résultat net ajusté part du Groupe	193,9	200,3

Le « **cash-flow libre** » correspond aux Flux Nets de Trésorerie liés à l'activité retraités des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles et des intérêts financiers payés :

(millions d'euros)

	S1 2016	S1 2015
Flux net de trésorerie généré par l'activité	161,2	216,4
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(66,8)	(86,4)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	9,5	1,4
Intérêts payés	(60,2)	(57,8)
Cash flow libre	43,7	73,6

La dette financière nette ajustée est définie dans la note 13 « Dette Financière ».

Note 5 : Saisonnalité

Le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et les flux de trésorerie enregistrent une certaine saisonnalité, avec un premier semestre traditionnellement moins élevé que le second semestre.

Pour le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel, la saisonnalité concerne essentiellement les divisions Biens de consommation, Inspection & Vérification en Service (IVS) et Certification. Pour la division Biens de consommation, cette tendance est liée à la saisonnalité de la consommation finale (concentration en fin d'année civile). Pour les divisions IVS et Certification, ce phénomène résulte de la volonté des clients d'obtenir leurs certifications avant la fin de l'exercice fiscal et social (généralement au 31 décembre de chaque année). La saisonnalité du résultat est toutefois plus prononcée que celle du chiffre d'affaires du fait d'une moins bonne absorption des coûts fixes des activités au cours du 1er semestre.

Les flux de trésorerie sont impactés par :

- la saisonnalité du résultat opérationnel décrit ci-dessus ;
- la saisonnalité importante du besoin en fonds de roulement, dans la mesure où trois catégories de dépenses se concentrent en totalité sur les premiers mois de l'année :
 - les primes d'assurances ;
 - les bonus et primes d'intéressement ainsi que les charges sociales y afférant, payables en mars ;
 - les soldes d'impôt sur les sociétés relatifs à l'exercice précédent, payables selon les pays à une date variable au cours du 1er semestre.

Note 6 : Information sectorielle

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel du Groupe sont répartis entre les différents secteurs d'activité ci-dessous :

(millions d'euros)	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel	
	S1 2016	S1 2015	S1 2016	S1 2015
Marine & Offshore	203,7	202,2	51,0	52,4
Industrie	448,7	542,1	50,7	68,5
Inspection & Vérification en Service	293,3	287,2	27,9	27,5
Construction	283,2	271,6	31,3	35,4
Certification	172,5	170,8	27,7	28,0
Matières premières	399,4	417,7	34,6	34,0
Biens de consommation	300,3	295,0	69,3	71,1
Services aux gouvernements & Commerce international	120,3	132,1	11,0	18,7
Total	2 221,4	2 318,7	303,5	335,6

Reclassification concernant l'agroalimentaire

Historiquement, les tests pour l'alimentaire provenant principalement de l'acquisition de Maxxam) étaient reportés au sein de Biens de consommation, alors que les activités liées à l'Agriculture (principalement des services d'inspection) étaient reportées au sein de Matières Premières.

Afin d'aligner son reporting avec son approche transversale du marché Agroalimentaire, Bureau Veritas reporte désormais à la fois les services de test et d'inspection dans un segment unique Agroalimentaire, au sein de Matières Premières.

Les données S1 2015 tiennent compte de la nouvelle affectation pour permettre une meilleure comparabilité.

Pour rappel, le chiffre d'affaires S1 2015 avant réallocation s'élevait à 391,0 millions d'euros pour les activités Matières Premières et 322,3 millions d'euros pour les activités Biens de Consommation.

Le résultat opérationnel S1 2015 avant réallocation s'élevait à 31,3 millions d'euros pour les activités Matières Premières et 74,3 millions d'euros pour les activités Biens de Consommation.

Note 7 : Eléments du résultat opérationnel

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2016	S1 2015
Achats de matières	(40,8)	(42,4)
Sous-traitance opérationnelle	(183,5)	(186,0)
Locations immobilières et mobilières	(71,5)	(71,3)
Transports et déplacements	(187,5)	(204,6)
Frais de mission refacturés aux clients	44,0	49,0
Autres services extérieurs	(201,0)	(197,3)
Total achats et charges externes	(640,3)	(652,6)
Salaires et primes	(909,4)	(952,1)
Charges sociales	(205,7)	(214,7)
Autres charges liées au personnel	(47,3)	(42,9)
Total frais de personnel	(1 162,4)	(1 209,7)
Provisions sur créances	(13,3)	(11,8)
Provisions pour risques et charges	0,8	4,2
Total (dotations) / reprises de provisions	(12,5)	(7,6)
Gains/pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2,0	(0,8)
Gains/pertes sur cessions d'activités	-	-
Autres produits et charges d'exploitation	12,0	8,4
Total autres produits et charges d'exploitation	14,0	7,6

Note 8 : Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 93,6 millions d'euros au 30 juin 2016, contre 106,1 millions d'euros au 30 juin 2015. Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente 35,9% au 30 juin 2016 contre 36,8% au 30 juin 2015. Le TEI ajusté est de 34,6%. Il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments non récurrents. La baisse observée par rapport à l'exercice antérieur est principalement due à la baisse du taux d'imposition en France et à la baisse des déficits sans impact fiscal.

Comme au 31 décembre 2015, les actifs et passifs d'impôts différés ont été compensés au niveau de chaque groupe d'intégration fiscale au 30 juin 2016.

Les impôts différés, avant compensation par entité fiscale, portent principalement sur les engagements de retraites, les déficits reportables, les relations clientèles et accords de non concurrence acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises, ainsi que sur les provisions pour litiges et charges à payer, et sur l'ajustement à la juste valeur des instruments financiers.

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

	S1 2016			S1 2015		
(millions d'euros)	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Ecart de conversion	(1,0)	-	(1,0)	97,8	-	97,8
Gains / (pertes) actuariels	(14,1)	4,8	(9,3)	5,2	(2,0)	3,2
Couvertures de flux de trésorerie	(0,4)	0,2	(0,2)	(27,7)	(0,3)	(28,0)
Total des autres éléments du résultat global	(15,5)	5,0	(10,5)	75,3	(2,1)	73,0

Note 9 : Ecart d'acquisition

Evolution des écarts d'acquisition au 30 juin 2016

(millions d'euros)	S1 2016	S1 2015
Valeur brute	1 949,1	1 873,6
Pertes de valeur	(148,7)	(59,4)
Ecart d'acquisition au 1er janvier	1 800,4	1 814,2
Acquisitions d'activités consolidées de la période	85,8	33,1
Ecart de conversion et autres mouvements	(2,8)	78,7
Ecart d'acquisition au 30 juin	1 883,4	1 926,0
Valeur brute	2 031,9	1 985,3
Pertes de valeur	(148,5)	(59,3)
Ecart d'acquisition au 30 juin	1 883,4	1 926,0

Test de dépréciation – Méthodologie appliquée

Evolution

Les six acquisitions réalisées lors du premier semestre 2016 ont entraîné une augmentation de 85,8 millions d'euros des écarts d'acquisition. Le principal écart d'acquisition concerne l'acquisition de Chongqing Liansheng en Chine : il s'élève à 27 millions d'euros et a été affecté au groupe d'UGT Construction.

Méthodologie

Lors de chaque clôture annuelle, les écarts d'acquisition du Groupe sont soumis à des tests de dépréciation. A cette fin, ils sont affectés à des Groupes d'Unités Génératrices de Trésorerie ou à des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) :

- Pour la division « Industrie et Infrastructures », trois groupes d'UGT ont été créés depuis l'exercice 2011 (Construction, Industrie, Certification) auxquels les écarts d'acquisition ont été affectés ; ils génèrent des flux de trésorerie et des synergies largement indépendants des autres UGT ou groupes d'UGT ;
- L'activité IVS demeure principalement gouvernée par les marchés locaux malgré un certain nombre d'initiatives régionales ; les UGT actuelles par pays sont maintenues à ce stade ;
- Pour l'activité « Matières Premières », le groupe d'UGT, présenté comme tel depuis l'exercice 2011, se compose des écarts d'acquisition des sociétés rattachées à cette activité depuis leur acquisition. Les principales sociétés sont celles du groupe Inspectorate ainsi que certaines des acquisitions réalisées en 2014, notamment les activités liées au secteur du pétrole & gaz de la société Maxxam Analytics ;
- Pour l'activité « Biens de consommation », l'UGT est constituée de l'intégralité de la division en raison de l'interdépendance des activités des différentes entités de cette division ;
- Pour l'activité « Services aux Gouvernements et Commerce International », l'UGT est le pays, notamment le Brésil en raison des acquisitions réalisées (Autoreg et Autovis) et l'Allemagne (acquisition d'Unicar) ;
- Pour l'activité « Marine & Offshore », l'UGT est constituée des écarts d'acquisition relatifs à la société MatthewsDaniel (acquise en 2014), de la société Hydrocécane (acquise en 2015) et de la société TMC (acquise en 2016).

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue au minimum une fois par an dans le processus de clôture annuelle.

Au 30 juin 2016, certains écarts d'acquisition ont fait l'objet d'analyses pour établir la valeur recouvrable en utilisant la méthodologie utilisée pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, à l'exception du processus d'élaboration des budgets et prévisions à long terme donnant lieu à approbation par le management qui intervient en fin d'année pour l'ensemble des divisions.

La sélection des écarts d'acquisition faisant l'objet d'analyses particulières au 30 juin 2016 a été réalisée en tenant compte des résultats au 31 décembre 2015 ainsi que des performances de ces activités au cours du 1^{er} semestre 2016. Le groupe d'UGT « Matières premières » a ainsi fait l'objet d'une analyse détaillée au 30 juin 2016. Les flux futurs de trésorerie ont été actualisés pour tenir compte des dernières prévisions de résultats disponibles et d'un éventuel changement d'estimation sur le moyen et long terme pour chaque UGT concernée.

La méthodologie retenue au 30 juin 2016 est similaire à celle retenue pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Deux facteurs déterminent notamment le résultat de cette estimation :

- Hypothèse de croissance : le taux de croissance perpétuelle utilisé pour le test réalisé est comparable à celui utilisé pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Il s'élève à 2% pour le groupe d'UGT « Matières Premières » ;
- Taux d'actualisation : l'estimation de la valeur d'utilité est basée sur des excédents de trésorerie futurs actualisés au coût moyen pondéré du capital, qui est déterminé par un expert indépendant. Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2016 pour l'activité « Matières Premières » est de 8,16%. Ce taux n'incorpore pas de prime de risque supplémentaire comme au 31 décembre 2015.

Résultats

Les analyses menées au 30 juin 2016 permettent de confirmer la valeur des écarts d'acquisition au bilan du Groupe.

Concernant les actifs de l'activité Matières Premières, la situation actuelle du marché des Métaux et Minéraux ne conduit pas le Groupe à remettre en cause la valeur des actifs au bilan.

La synthèse ci-dessous présente la valeur recouvrable et la valeur comptable (incluant les immobilisations incorporelles issues des acquisitions) de l'activité testée au 30 juin 2016.

(millions d'euros)

Activité		Valeur recouvrable	Valeur comptable	Dépréciation
Matières premières	Monde	1 509	1 181	-

De manière générale, pour l'activité testée, aucune variation raisonnablement possible des hypothèses clés d'un seul paramètre à la fois ne peut remettre en cause la valeur comptable de ces actifs.

Note 10 : Acquisitions et cessions

Acquisitions de la période

Acquisitions à 100% :

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Activité	Pays
Février 2016	HCD Group Limited	Inspection & Verification en Service	Angleterre
Mai 2016	TMC (Marine Consultants) Limited	Marine & Offshore	Angleterre
Juin 2016	Summit Inspection Services, Inc	Industrie	Etats Unis

Acquisitions inférieures à 100% :

Mois d'acquisition	Nom de la Société	Activité	Pourcentage acquis	Pays
Mars 2016	Chongqing Liansheng	Construction	80%	Chine
Mai 2016	Hangzhou VEO standards	Biens de Consommation	65%	Chine
Juin 2016	DTS laboratories	Matières Premières	51%	Australie

Les principales acquisitions réalisées au 1er semestre 2016 sont les suivantes :

- HCD Group, une société anglaise spécialisée dans le contrôle construction. Elle propose une large gamme de services comprenant le contrôle construction, l'assistance technique pour la conformité réglementaire CDM (Construction, Design and Management) et la sécurité incendie. Elle emploie 88 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 10 millions d'euros en 2015.
- Chongqing Liansheng Construction Project Management Co., Ltd. (« Chongqing Liansheng »), une société chinoise spécialisée dans la supervision technique réglementaire de projets de construction. La société intervient sur les infrastructures de transports et de services publics, et sur des projets immobiliers haut de gamme ou industriels. Elle emploie plus de 900 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 30 millions d'euros en 2015.
- Dairy Technical Services (« DTS »), une société australienne partenaire d'un grand nombre d'industriels australiens de l'agroalimentaire. Elle assure le suivi et garantit l'intégrité des produits agricoles et agro-alimentaires. L'entreprise emploie plus de 400 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 35 millions d'euros en 2015.
- TMC Marine Ltd. est une société de conseil et d'ingénierie internationale anglaise. TMC fournit à l'industrie maritime des services de conseil et d'assistance, à titre préventif et après sinistre. La société est spécialisée dans les enquêtes sur les accidents en mer, le conseil pour les opérations de sauvetage et de renflouement d'épaves et apporte des services de témoins experts maritimes. L'entreprise emploie plus de 50 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 8,5 millions d'euros en 2015.
- VEO Standards Technical Service Co. Ltd. (« VEO ») est un organisme de vérification de conformité dans le secteur automobile basé en Chine. VEO fournit des services d'homologation et d'assistance technique portant sur des véhicules, pièces détachées et systèmes automobiles, afin de vérifier leur conformité aux exigences applicables sur les marchés mondiaux. Partenaire majeur d'un grand nombre de constructeurs et équipementiers automobiles chinois, VEO leur permet d'accéder aux marchés des principaux partenaires commerciaux de la Chine. L'entreprise emploie plus de 70 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 8,5 millions d'euros en 2015.

- Summit Inspection Services, Inc. est une société américaine spécialisée dans les services d'inspection des émissions diffuses pour les opérations de l'industrie pétrochimique. Summit Inspection Services est reconnue pour l'appui et l'expertise qu'elle apporte aux industries pharmaceutiques, chimiques et de raffinage. Elle fournit principalement des services d'inspection et d'inventaire liés aux émissions diffuses, de détection et de réparation des fuites et d'audit et de formation à la conformité aux règles environnementales. Elle emploie 175 personnes et a généré un chiffre d'affaires d'environ 13 millions d'euros en 2015.

Le tableau ci-après est déterminé avant l'affectation finale du prix des acquisitions du 1er semestre 2016 :

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2016		S1 2015	
Prix des activités acquises	131,8		52,3	
Rachat de participations ne donnant pas le contrôle	-		-	
Coût des actifs et passifs acquis	131,8		52,3	
Actifs et passifs acquis	<i>Valeur nette comptable</i>	<i>Juste valeur</i>	<i>Valeur nette comptable</i>	<i>Juste valeur</i>
Actif non courant	15,1	86,9	7,0	47,6
Actif courant hors trésorerie	64,8	64,8	42,2	56,8
Passif courant hors endettement	(72,3)	(77,1)	(53,1)	(71,4)
Passif non courant hors endettement	(1,6)	(21,1)	-	(10,0)
Endettement	(2,9)	(2,9)	-	-
Intérêts minoritaires acquis	(14,5)	(14,5)	(4,8)	(4,8)
Trésorerie des sociétés acquises	9,9	9,9	1,0	1,0
Total des actifs et passifs acquis	(1,5)	46,0	(7,7)	19,2
Ecart d'acquisition	85,8		33,1	

L'existence d'un écart d'acquisition résiduel non affecté est attribuable principalement au capital humain des sociétés acquises et aux synergies importantes attendues de ces acquisitions.

Les prix des activités acquises sont exclusivement payés en numéraire.

L'impact des acquisitions sur la trésorerie de l'exercice est le suivant :

(millions d'euros)	S1 2016	S1 2015
Prix des activités acquises	(131,8)	(52,3)
Trésorerie des sociétés acquises	9,9	1,0
Coût d'acquisition restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de l'année	12,1	1,8
Décaissements sur acquisitions antérieures	(20,9)	(13,8)
Impact des activités acquises sur la trésorerie	(130,7)	(63,3)

Le montant de 134,6 millions d'euros figurant sur la ligne « Acquisitions de filiales » du tableau consolidé des flux de trésorerie comprend pour 3,9 millions d'euros des frais d'acquisition.

Compléments de prix non décaissés

Des compléments de prix relatifs à des acquisitions antérieures au 1^{er} janvier 2016 avaient pour échéance le 1^{er} semestre 2016. Au 30 juin 2016, l'impact des compléments de prix non décaissés sur le compte de résultat est un produit de 0,4 million d'euros (1,0 million d'euro au 30 juin 2015).

Cessions de la période

Les cessions réalisées au cours du premier semestre 2016 concernent les actifs et les passifs destinés à être cédés identifiés au 31 décembre 2015 :

- En Allemagne la cession de la société One Tüv a été réalisée avec une date d'effet au 1^{er} janvier 2016.
- En Chine la cession des actifs et des passifs est intervenue en début d'année 2016.

Ces cessions n'ont pas d'impact sur le compte de résultat au 30 juin 2016.

Note 11 : Capital souscrit

Augmentation de capital par levées de stock-options

A la suite de l'exercice de 149 600 stock-options, le Groupe a procédé à une augmentation de capital pour un montant de 1,4 million d'euros en prime d'émission.

Capital social

Le nombre total d'actions composant le capital au 30 juin 2016 est de 442 149 600.

Il était de 442 000 000 au 31 décembre 2015. Toutes les actions ont une valeur nominale de 0,12 euro et sont entièrement libérées.

Actions propres

Au 30 juin 2016, le Groupe possède 5 452 223 actions auto détenues dont la valeur comptable est inscrite en diminution des capitaux propres.

Note 12 : Paiements en actions

Plans d'options d'achats d'actions

Au 1^{er} semestre 2016, la charge nette relative aux paiements en actions comptabilisée par le Groupe s'élève à 10,2 millions d'euros (1^{er} semestre 2015 : 10,0 millions d'euros).

Fonctionnement

Par décision du Conseil d'administration le 21 juin 2016, le Groupe a attribué à certains de ses salariés et au mandataire social 1 312 400 options d'achat d'actions. Le prix d'exercice des options est un montant fixe de 19,35 euros.

Les attributions sont subordonnées à l'accomplissement de 3 années de service ainsi qu'à la réalisation d'un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté (ROA) de 2016 et sur le ratio résultat de gestion/chiffre d'affaires de 2017 et 2018. Les options sont d'une durée de 10 ans après la date d'octroi.

Evaluation

La juste valeur unitaire des options attribuées durant le semestre ressort à 2,4 euros. Cette juste valeur a été déterminée à l'aide du modèle d'options de Black-Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- Volatilité attendue de l'action de 22,7 % ;
- Rendement du dividende de 2,6 % ;
- Durée anticipée de l'option de 4 ans ;
- Taux d'intérêt sans risque de (0,3) %, déterminé à partir des emprunts d'état sur la durée anticipée de l'option.

Le nombre des options à acquérir au titre de l'ensemble des plans est estimé selon un taux d'attrition de 1% par an (1^{er} semestre 2015 : 5%). Le plan du 15 juillet 2015 attribuant des options d'achat d'actions était subordonné à un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté 2015. Cet objectif a été atteint à 98%. Au 1^{er} semestre 2016, la charge relative aux stock-options comptabilisée par le Groupe s'élève à 1,6 million d'euros (1^{er} semestre 2015 : 1,0 million d'euros) dont 0,4 million d'euros dus à la modification du taux d'attrition au titre des exercices passés.

Plans d'attribution d'actions de performance

Fonctionnement

Par décision du Conseil d'administration du 21 juin 2016, le Groupe a attribué à certains de ses salariés et au mandataire social 1 131 650 actions de performance. Les attributions sont subordonnées à l'accomplissement de 3 années de service ainsi qu'à la réalisation d'un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté (ROA) de 2016 et sur le ratio résultat de gestion/chiffre d'affaires de 2017 et 2018.

Par décision du Conseil d'administration le 23 mars 2016, le Groupe a amendé le plan concernant les 800 000 actions de performance attribuées au mandataire social le 22 juillet 2013. Avant amendement, l'attribution était subordonnée à l'accomplissement de 6 années de service en tant que mandataire social extensible pour une année complémentaire, si l'objectif de performance n'était pas atteint. Selon cet amendement, l'attribution est subordonnée à l'accomplissement de 8 années de service en tant que mandataire social extensible pour une année complémentaire, si l'objectif de performance n'est pas atteint du fait de circonstances exceptionnelles. Par ailleurs, l'attribution est subordonnée à la réalisation d'un objectif de performance basé sur le Total Shareholder Return (« TSR »). Le TSR est un indicateur qui détermine le rendement d'une action de la Société pour l'actionnaire sur une période donnée en prenant en compte à la fois le dividende et l'appréciation du cours de bourse de l'action. Selon cet amendement, l'objectif de performance basé sur le TSR a été modifié. Enfin, les actions attribuées demeurent soumises à une période d'incessibilité de 2 années.

Evaluation

La juste valeur unitaire des actions attribuées à certains salariés et au mandataire social durant le 1^{er} semestre 2016 ressort à 17,7 euros. Cette juste valeur a été déterminée à l'aide du modèle d'options de Black-Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- Prix de l'action à la date d'attribution ;
- Rendement du dividende de 2,6 %.

La juste valeur unitaire de l'amendement durant le 1^{er} semestre 2016 de l'attribution d'actions au mandataire social ressort à 1,33 euros. Cette juste valeur a été déterminée à l'aide du modèle Binomial et Monte Carlo selon les principales hypothèses suivantes :

- Prix de l'action à la date d'attribution ;
- Volatilité Bureau Veritas de 18,7 % ;
- Rendement du dividende de 2,6 % ;
- Taux sans risque de (0,2 %) ;
- Décote liée aux contraintes de risque et de liquidité de 9,6 %.

Au 1^{er} semestre 2016, la charge relative aux actions de performance attribuées par le Groupe s'élève à 8,6 millions d'euros (1^{er} semestre 2015 : 9,0 millions d'euros). Le nombre des actions à acquérir au titre de l'ensemble des plans attribués à certains salariés et au mandataire social est estimé selon un taux d'attrition de 5% par an (1^{er} semestre 2015 : 5%). Le nombre des actions à acquérir au titre du plan attribué au mandataire social est estimé selon un taux d'attrition de 0% par an (1^{er} semestre 2015 : 0%). Le plan du 15 juillet 2015 attribuant des actions de performances était subordonné à un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté 2015. Cet objectif a été atteint à 98%.

Note 13 : Dette financière

(millions d'euros)	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Au 31 décembre 2015					
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	1 311,0		27,6	928,9	354,5
Emission Obligataire	1 000,0		500,0	-	500,0
Dette financière non courante	2 311,0		527,6	928,9	854,5
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	66,8	66,8			
Concours bancaires	12,1	12,1			
Dette financière courante	78,9	78,9			
Au 30 juin 2016					
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	1 261,1		228,5	683,0	349,6
Emission Obligataire	500,0			500,0	
Dette financière non courante	1 761,1		228,5	1 183,0	349,6
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	115,0	115,0			
Emission Obligataire	500,0	500,0			
Concours bancaires	15,1	15,1			
Dette financière courante	630,1	630,1			
		Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 3 et 5 ans	Plus de 5 ans
Intérêts estimés sur emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	266,1	82,0	64,0	112,9	7,3
Incidence des couvertures sur les flux (intérêts et capital)	1,9	-0,2	-0,3	0,8	1,7

Le montant de la dette brute a augmenté de 1,3 million d'euros entre le 31 décembre 2015 et le 30 juin 2016 pour atteindre 2 391,2 millions d'euros.

Dans le tableau ci-dessus, les intérêts tiennent compte de l'incidence des couvertures sur la dette (instruments dérivés de devises)

Au 30 juin 2016, la dette brute du Groupe est composée des programmes de financement suivants :

Financements non bancaires

- Les US Private Placement 2008, 2010, 2011 & 2014, 2013 & 2014 pour un total de 616 millions de dollars américains, 184,1 millions d'euros et 63 millions de livres sterling ;
- Les différentes tranches des emprunts *Schuldschein* pour un total de 301 millions d'euros ;

- Les deux émissions obligataires réalisées en mai 2012 et janvier 2014 pour un total d'un milliard d'euros ;
- Un programme de billets de trésorerie de 450 millions d'euros dont 40 millions d'euros sont tirés au 30 juin 2016.

Financements bancaires

- Un crédit syndiqué « Emprunt Syndiqué 2012 » d'un montant de 450 millions d'euros garanti et non tiré au 30 juin 2016 ;
- Un financement bancaire de 200 millions de dollars américains intégralement tiré au 30 juin 2016 ;
- Les autres emprunts bancaires et intérêts courus pour 39,7 millions d'euros ;
- Les concours bancaires pour un total de 15,1 millions d'euros.

Financements disponibles

Au 30 juin 2016, le Groupe dispose d'une ligne de financement confirmée pour un montant total de 410 millions d'euros sur l'Emprunt Syndiqué 2012 (montant disponible de 450 millions d'euros) diminué des montants levés (40 millions d'euros) sur le programme des Billets de trésorerie.

Covenants

Au 30 juin 2016, les mêmes covenants financiers que ceux en vigueur au 31 décembre 2015 sont applicables. Ces covenants sont respectés au 30 juin 2016, comme au 31 décembre 2015.

- L'*interest cover ratio*, rapport entre l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts ; amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise et le montant des intérêts financiers nets, doit être supérieur à 5,5. Au 30 juin 2016, ce ratio s'élevait à 10,76 ;
- Le *Leverage Ratio* (rapport entre la dette nette consolidée et l'EBITDA consolidé) doit être inférieur à 3,25. Au 30 juin 2016, ce ratio s'élevait à 2,44.

Répartition par devise

La décomposition des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (courants et non-courants) par devise et après couverture de dérivés de devises se présente comme suit :

Devise d'emprunt (millions d'euros)	juin 2016	déc 2015
Dollar US (USD)	737,0	750,8
Euro (EUR)	1 624,4	1 611,4
Autres Devises	14,7	15,7
Total	2 376,1	2 377,9

Les tranches en livre sterling de l'*US Private Placement 2008* sont converties en euros de façon synthétique et sont ainsi incluses dans la catégorie « Euro (EUR) ».

Répartition taux fixe/ taux variable

Au 30 juin 2016, la dette financière brute se répartit comme suit :

<i>(millions d'euros)</i>	juin 2016	déc 2015
Taux fixe	1 821,5	1 837,7
Taux variable	554,6	540,2
Total	2 376,1	2 377,9

Les dates contractuelles de révision des taux variables sont inférieures ou égales à 6 mois. Les taux de référence utilisés sont l'Euribor pour les financements à taux variable en euros et le Libor USD pour les financements à taux variable et en dollars américains.

Les taux d'intérêt des emprunts bancaires avec la marge sont détaillés ci-dessous aux dates de clôture :

Devise d'emprunt	juin 2016	déc 2015
Dollar US (USD)	1,90%	1,68%
Euro (EUR)	0,80%	1,15%

Les taux d'intérêt effectifs (TIE) sont proches des taux faciaux pour tous les programmes de financement.

Les analyses de sensibilité sur les risques de taux et de change, tels que définis par IFRS 7, figurent en Note 19 « Information complémentaire sur les instruments financiers ».

Indicateur financier non défini par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe sur la dette financière, le Groupe utilise comme indicateur la « **dette financière nette ajustée** ». Cet indicateur non défini par les normes IFRS est déterminé selon la définition issue des covenants bancaires du Groupe :

<i>(millions d'euros)</i>	juin 2016	déc 2015
Dette financière non courante	1 761,1	2 311,0
Dette financière courante	630,1	78,9
Dette financière brute	2 391,2	2 389,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(212,7)	(522,9)
Dette financière nette	2 178,5	1 867,0
Instruments de couverture de devises (selon covenants bancaires)	5,5	(4,3)
Dette financière nette ajustée	2 184,0	1 862,7

Note 14 : Garanties et cautions données

Les montants et les échéances des garanties octroyées sont les suivants :

(millions d'euros)				
	Total	A moins d'un an	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Au 30 juin 2016	378,4	198,2	158,1	22,1
Au 31 décembre 2015	381,1	215,9	140,9	24,3

Les garanties octroyées incluent des garanties et cautions de types garantie bancaire et garantie parentale.

Au 30 juin 2016, le Groupe considère que le risque de décaissement relatif à des garanties décrites ci-dessus est faible.

Note 15 : Provisions pour risques et charges

(millions d'euros)									
	déc 2015	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Effet de l'actualisation de périmètre	Variations de périmètre	Ecarts de conversion et autres mouvements		juin 2016
Provisions pour litiges sur contrats	57,5	5,5	(3,3)	(2,2)	0,1	-	(0,1)		57,5
Autres provisions pour risques et charges	76,2	16,9	(7,2)	(6,7)	-	0,2	0,7		80,2
Total Provisions	133,7	22,4	(10,5)	(8,9)	0,1	0,2	0,6		137,7

Provisions pour litiges sur contrats

Les provisions pour litiges sur contrats inscrites au bilan au 30 juin 2016 prennent en compte les principaux litiges présentés au paragraphe 1.5 « Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice » du rapport d'activité.

Sur la base des garanties d'assurance disponibles et/ou des provisions comptabilisées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, le Groupe estime que ces sinistres n'auront pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés.

Autres provisions pour risques et charges

Le poste autres provisions pour risques et charges inclut les provisions pour restructurations, les provisions pour risques fiscaux, les provisions pour pertes à terminaison ainsi que d'autres provisions dont le montant pris individuellement est non significatif.

S'agissant de l'ensemble des litiges fiscaux en cours, le Groupe, avec l'aide de ses conseils, estime que les provisions pour risques constituées dans ses états financiers, traduisent la meilleure estimation des conséquences potentielles de ces litiges.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Groupe a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

Note 16 : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité s'élève à (145,0) millions d'euros au 30 juin 2016 contre (109,9) millions d'euros au 30 juin 2015.

Elle se ventile comme suit :

(millions d'euros)	S1 2016	S1 2015
Créances clients et comptes rattachés	(46,8)	(64,8)
Fournisseurs et comptes rattachés	(13,9)	(9,2)
Autres débiteurs et créditeurs	(84,3)	(35,9)
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(145,0)	(109,9)

Note 17 : Résultat par action

Le calcul du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et du nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation, utilisés pour la détermination des résultats par action, sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'actions)	S1 2016	S1 2015
Nombre d'actions composant le capital au 1er janvier	442 000	443 033
Nombre d'actions émises durant l'année (prorata temporis)		
Attribution d'actions de performance	-	-
Exercice d'options de souscription ou d'achat d'actions	105	396
Nombre d'actions autodétenues	(4 993)	(5 899)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	437 113	437 530
Effet dilutif		
Attribution d'actions de performance	3 358	4 877
Options de souscription ou d'achat d'actions	416	565
Nombre moyen pondéré dilué d'actions utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	440 887	442 972

Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	S1 2016	S1 2015
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	159 605	175 137
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	437 113	437 530
Résultat de base par action (en euros)	0,37	0,40

Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de tous les instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif.

La Société possède deux catégories d'instruments ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions et des actions de performance.

Pour les options sur actions, un calcul est effectué afin de déterminer le nombre d'actions qui auraient pu être émises sur la base du prix d'exercice et la juste valeur des droits de souscription attachés aux options sur actions en circulation. Le nombre d'actions ainsi calculé est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises si les options avaient été exercées.

Les actions de performance sont des actions ordinaires potentielles dont l'émission est subordonnée à l'accomplissement d'une période de service ainsi qu'à la réalisation d'objectifs de performance.

	S1 2016	S1 2015
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	159 605	175 137
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	440 887	442 972
Résultat dilué par action (en euros)	0,36	0,40

Note 18 : Dividende par action

Le 23 Mai 2016, la société mère a procédé à la distribution de dividendes au titre de l'exercice 2015, aux actions ayant droit à hauteur de 222,8 millions d'euros correspondant au paiement d'un dividende unitaire de 0,51 euro par action (0,48 euro en 2015).

Note 19 : Information complémentaire sur les instruments financiers

Le tableau suivant présente, par catégorie d'instruments financiers selon IAS 39, les valeurs comptables, leur décomposition par type de valorisation et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice :

	Categorie IAS 39	Valeur au bilan	mode de valorisation au bilan selon la norme IAS 39				Juste valeur
			Coût amorti	Coût	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par compte de résultat	
Au 30 juin 2016							
ACTIFS FINANCIERS							
Titres de participation non consolidés	JVCR	1,3	-	-	-	1,3	1,3
Autres actifs financiers non courants	ADE	75,7	75,7	-	-	-	75,7
Clients et autres débiteurs	PC	1 428,0	1 428,0	-	-	-	1 428,0
Actifs financiers courants	PC	59,4	59,4	-	-	-	59,4
Actifs financiers courants	JVCR	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	14,7			0,1	14,6	14,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	JVCR	212,7	-	-	-	212,7	212,7
PASSIFS FINANCIERS							
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	CA	2 376,1	2 376,1	-	-	-	2 533,6
Concours bancaires	JVCR	15,1	-	-	-	15,1	15,1
Autres passifs financiers non courants	CA/JVCP	77,3	15,7	-	61,6	-	77,3
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	CA	917,3	917,3	-	-	-	917,3
Passifs financiers courants	CA/JVCP	153,7	148,9	-	4,8	-	153,7
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	9,6	-	-	5,6	4,0	9,6
Au 31 décembre 2015							
ACTIFS FINANCIERS							
Titres de participation non consolidés	JVCR	1,3	-	-	-	1,3	1,3
Autres actifs financiers non courants	ADE	71,0	71,0	-	-	-	71,0
Clients et autres débiteurs	PC	1 316,6	1 316,6	-	-	-	1 316,6
Actifs financiers courants	PC	43,0	43,0	-	-	-	43,0
Actifs financiers courants	JVCR	2,3	-	-	-	2,3	2,3
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	20,7	-	-	4,3	16,4	20,7
Trésorerie et équivalents de trésorerie	JVCR	522,8	-	-	-	522,8	522,8
PASSIFS FINANCIERS							
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	CA	2 377,8	2 377,8	-	-	-	2 528,0
Concours bancaires	JVCR	12,1	-	-	-	12,1	12,1
Autres passifs financiers non courants	CA/JVCP	52,1	14,1	-	38,0	-	52,1
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	CA	962,8	962,8	-	-	-	962,8
Passifs financiers courants	CA/JVCP	116,9	111,5	-	5,4	-	116,9
Instruments financiers dérivés	JVCR/JVCP	1,8	-	-	-	1,8	1,8

Note : les abréviations des catégories d'IAS 39 sont les suivantes :

- ADE pour les actifs détenus jusqu'à l'échéance,
- PC pour les prêts et créances,
- JVCR pour les instruments à juste valeur par compte de résultat hors intérêts courus non échus,
- JVCP pour les instruments à juste valeur par capitaux propres hors intérêts courus non échus,
- CA pour les dettes financières valorisées au coût amorti.

A l'exception des éléments ci-dessous, le Groupe estime que la valeur comptable de ses instruments financiers figurant au bilan est proche de la juste valeur.

La juste valeur des actifs financiers courants tels que les SICAV correspond à leur dernière valeur liquidative connue (technique de valorisation de niveau 1).

La juste valeur de la trésorerie, équivalents de trésorerie et concours bancaires correspond à la valeur nominale en euros ou convertie en euros au cours de clôture. Le Groupe estime que leur juste valeur est proche de leur valeur nette comptable car ce sont des actifs ou des passifs à très court terme.

Pour les emprunts à taux fixe tels que USPP 2008, USPP 2010, USPP 2011, USPP 2014, les emprunts SSD ainsi que les deux émissions obligataires, la juste valeur pour chaque emprunt est déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs avec un taux de marché correspondant à la devise des flux (EURO, GBP ou USD) à la date de clôture de l'exercice corrigé du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts à taux variable tels que le Crédit Syndiqué 2012, l'USPP 2013, l'USPP 2014, L'Emprunt bancaire 2015 ou même certaines tranches des emprunts SSD, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable. Il s'agit d'une technique de valorisation de niveau 2, basée sur des données de marché observables.

La Juste Valeur des instruments dérivés de change est égale à la différence entre le montant actualisé vendu ou acheté dans une devise (valorisé en euros au cours à terme) et le montant vendu ou acheté dans cette devise (valorisé au cours de clôture).

Pour les instruments dérivés de devises (essentiellement en livre sterling) la Juste Valeur est basée sur une actualisation des flux (intérêts à recevoir en livre sterling et à payer en euros ainsi que l'achat à terme de livre sterling contre euros) sur la durée restante de l'instrument à la date de clôture. Les taux d'actualisation utilisés sont les taux de marché correspondant à la maturité des flux. Le montant actualisé des flux en livre sterling est converti au cours de clôture.

L'évaluation de la juste valeur des instruments dérivés de change et des instruments dérivés de devises fait appel à des techniques de valorisation qui s'appuient sur des données de marché observables (niveau 2) et selon les modèles de valorisation généralement admis.

Les natures de profits et de pertes constatés par catégorie d'instrument financier, se décomposent comme suit :

			Ajustements				Gains / (pertes) nets Juin 2016	Gains / (pertes) nets Juin 2015
Intérêts			de juste valeur	du coût amorti	Ecarts de change	Pertes de valeur		
(millions d'euros)								
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	ADE	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	PC	-	-	-	(0,7)	(1,2)	(1,9)	(7,0)
Actifs et passifs financiers à la JV par compte de résultat	JVCR	1,2	-	-	(5,1)	-	(3,9)	7,2
Dettes financières au coût amorti	CA	(43,5)	-	-	7,1	-	(36,4)	(44,9)
Total		(42,3)	-	-	1,3	(1,2)	(42,2)	(44,7)

Analyse de sensibilité

En raison du caractère international de ses activités, le Groupe est exposé à un risque de change découlant de l'utilisation de plusieurs devises étrangères même si des couvertures naturelles peuvent exister du fait de la correspondance des coûts et des produits dans de nombreuses entités du Groupe où les prestations de service sont fournies localement.

Risque de change opérationnel

Pour les activités du Groupe qui s'exercent sur des marchés locaux, les recettes et les coûts sont exprimés pour l'essentiel en devise locale. Pour les activités du Groupe liées à des marchés globalisés, une partie du chiffre d'affaires est libellée en dollar américain.

La part du chiffre d'affaires consolidé sur le premier semestre 2016 libellée en USD dans les pays dont la devise fonctionnelle diffère de l'USD ou des devises corrélées à l'USD s'élève à 10%.

Ainsi, une variation de 1% de l'USD contre toutes devises aurait un impact de 0.1% sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

Risque de conversion

La devise de présentation des états financiers étant l'euro, le Groupe doit convertir en euros les produits et charges libellés dans d'autres monnaies que l'euro lors de la préparation des états financiers. Cette conversion est réalisée au taux moyen de la période. En conséquence, les variations de cours de change de l'euro par rapport aux autres devises affectent le montant des postes concernés dans les états financiers consolidés même si leur valeur reste inchangée dans leur devise d'origine.

Sur le premier semestre 2016, plus de 70% du chiffre d'affaires du Groupe résultaient de la consolidation des états financiers d'entités avec une devise fonctionnelle autre que l'euro :

- 19,1% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est l'USD ou une devise corrélée à l'USD (y compris le dollar de Hong Kong) ;
- 9,9% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le yuan chinois ;
- 4,1% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est la livre sterling ;
- 3,8% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le dollar canadien ;
- 3,3% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le dollar australien ;

- 3,1% du chiffre d'affaires provient d'entités dont la devise fonctionnelle est le réal brésilien.

Les autres devises, prises individuellement, ne représentaient pas plus de 3% du chiffre d'affaires du Groupe.

Ainsi, une variation de 1 % de l'euro contre le dollar américain et les devises corrélées auraient eu un impact de 0,19% sur le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2016 et de 0,20% sur le résultat d'exploitation du premier semestre 2016.

Risque de change financier

Le Groupe, s'il le juge nécessaire, assure la couverture de certains engagements en alignant les coûts de financement sur les produits d'exploitation dans les devises concernées.

De plus, lorsqu'un financement est mis en place dans une devise différente de la devise fonctionnelle du pays, le Groupe procède à des couvertures de devises ou de change pour les principales devises ou bien recourt à des prêts à perpétuité pour se prémunir du risque de change au compte de résultat.

Le tableau ci-dessous présente l'analyse de sensibilité au 30 juin 2016 sur les instruments financiers exposés au risque de change sur les principales monnaies étrangères au niveau du Groupe (soit l'euro, le dollar américain et la livre sterling).

<i>(millions d'euros)</i>	Devises non fonctionnelles		
	USD	EUR	GBP
Passif financier	(998,5)	(64,4)	(109,0)
Actif financier	828,6	60,4	105,1
Position nette (Actif-Passif) avant couverture	(169,9)	(4,0)	(3,9)
Instruments financiers de couverture de change	294,8		2,8
Position Nette (Actif - Passif) après couverture	124,9	(4,0)	(1,1)
Impact d'une augmentation de 1% des cours de change			
Sur les capitaux propres	-	-	0,1
Sur le résultat net avant impôts	1,2	-	-
Impact d'une diminution de 1% des cours de change			
Sur les capitaux propres	-	-	(0,7)
Sur le résultat net avant impôts	(1,2)	-	-

Le Groupe est exposé à un risque de change inhérent à des instruments financiers libellés dans une monnaie étrangère, c'est-à-dire dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de chacune des entités du Groupe. L'analyse de sensibilité ci-dessus présente l'impact que pourrait avoir la variation significative de l'euro, du dollar américain et de la Livre sterling sur le résultat et les capitaux propres en tant que devise non fonctionnelle. Dans le cas du dollar américain, ne sont pas incluses dans

l'étude, les entités pour lesquelles la devise fonctionnelle est une devise fortement corrélée au dollar américain (par exemple : les entités basées à Hong-Kong). De plus, les passifs libellés dans une monnaie autre que la monnaie fonctionnelle de l'entité et ayant fait l'objet d'une couverture pour les convertir de façon synthétique dans la monnaie fonctionnelle, ne sont pas inclus. Les impacts d'une variation de 1% sur les couvertures sont présentés dans le tableau ci-dessus. Les instruments financiers libellés dans une monnaie étrangère qui font l'objet de cette analyse de sensibilité correspondent aux principaux postes du bilan de nature monétaire et plus particulièrement aux actifs financiers non courants et courants, aux créances clients et d'exploitation, à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux dettes financières courantes et non courantes, aux passifs courants et aux dettes fournisseurs.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est essentiellement généré par des éléments d'actif et de passif portant intérêt à taux variable. La politique du Groupe à cet égard consiste à limiter l'impact de la hausse des taux d'intérêt et permet d'avoir recours au besoin à des instruments dérivés de taux.

Le Groupe suit mensuellement son exposition au risque de taux et apprécie le niveau des couvertures mises en place ainsi que leur adaptation au sous-jacent. Sa politique consiste à ne pas être exposé sur une longue période (plus de six mois) au risque d'augmentation des taux d'intérêts pour une part supérieure à 60 % de la dette nette consolidée. Ainsi, le Groupe est susceptible de conclure des accords de swaps, tunnels ou autres instruments de façon à se conformer aux objectifs fixés. Les instruments utilisés sont de nature non spéculative. Au 30 juin 2016, le Groupe ne dispose pas de couverture de taux.

Le tableau ci-dessous présente, au 30 juin 2016, l'échéance des actifs et dettes financières à taux fixe et à taux variable :

(millions d'euros)	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total Juin 2016
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit à taux fixe	(539,2)	(1 101,3)	(181,1)	(1 821,5)
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit à taux variable	(75,8)	(310,2)	(168,6)	(554,6)
Concours bancaires	(15,1)			(15,1)
TOTAL - Passif Financier	(630,1)	(1 411,5)	(349,6)	(2 391,2)
TOTAL - Actif Financier	212,7			212,7
Position Nette (Actif - Passif) à taux variable avant couverture	121,7	(310,2)	(168,6)	(357,0)
Instruments financiers de couverture de taux				
Position Nette (Actif - Passif) à taux variable après couverture	121,7	(310,2)	(168,6)	(357,0)
Impact d'une augmentation de 1% des taux d'intérêt				
Sur les capitaux propres				
Sur le résultat net avant impôts				(3,6)
Impact d'une diminution de 1% des taux d'intérêt				
Sur les capitaux propres				
Sur le résultat net avant impôts				3,6

Au 30 juin 2016, compte tenu de la position nette à taux variable après couverture présentée dans le tableau ci-dessus, le Groupe estime qu'une augmentation de 1 % des taux d'intérêt à court terme dans toutes les devises entraînerait une augmentation de la charge d'intérêt du Groupe de l'ordre de 3,6 millions d'euros.

La dette supérieure à 5 ans, soit 349,6 millions d'euros est essentiellement à taux fixe. Au 30 juin 2016 76% de la dette brute consolidée du Groupe était à taux fixe.

Note 20 : Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont le Groupe Wendel, actionnaire principal de la Société, ainsi que le Président du Conseil d'administration et le Directeur Général, mandataires sociaux de la Société.

Au 30 juin 2016, les montants comptabilisés au titre des rémunérations versées en France au Directeur Général (parts fixe et variable) et des plans de rémunération à long terme (options et actions de performance) qui lui ont été attribués sont les suivants :

<i>(millions d'euros)</i>	S1 2016	S1 2015
Salaires	1,2	1,1
Stock-options	0,3	0,3
Attribution d'actions de performance	1,0	1,2
Total comptabilisé en charges de l'exercice	2,5	2,6

Les montants indiqués correspondent à la juste valeur comptable des options et des actions conformément à la norme IFRS 2. Il ne s'agit donc pas des montants réels qui pourraient être dégagés lors de l'exercice des options de souscription si celles-ci sont exercées ou lors de l'acquisition des actions, si celles-ci deviennent acquises. Il est par ailleurs rappelé que ces attributions d'options et actions sont soumises à des conditions de présence et de performance.

La valorisation des actions correspond à la juste valeur évaluée selon le modèle Black-Scholes et non à une rémunération réellement perçue. Ces attributions d'actions de performance sont soumises à des conditions de présence et de performance.

Le nombre de stock-options détenues par les dirigeants clés s'élève à 1 110 720 au 30 juin 2016 (30 juin 2015 : 720 000), à une juste valeur unitaire de 2,46 euros (30 juin 2015 : 2,69 euro).

Le nombre d'actions de performance attribuées aux dirigeants mandataires sociaux s'élève à 1 218 240 au 30 juin 2016 (1 108 000 au 30 juin 2015).

Note 21 : Evénements postérieurs à la clôture

Projet d'évolution de l'organisation juridique de Bureau Veritas S.A.

Le Conseil d'administration de Bureau Veritas S.A., réuni le 27 juillet 2016, a approuvé les termes d'un projet d'évolution de l'organisation juridique de Bureau Veritas SA. Ce projet a pour objet de répondre à des exigences réglementaires en matière de conflits d'intérêt et d'accroître la visibilité des activités opérationnelles et de support en France aujourd'hui réunies au sein de Bureau Veritas S.A.

Il est envisagé que Bureau Veritas S.A. filialise, par voie d'apports partiels d'actifs, les branches d'activités suivantes au sein de six sociétés détenues à 100 % par le Groupe Bureau Veritas :

- la branche d'activité Marine & Offshore à la société Bureau Veritas Marine & Offshore – Registre International de Classification de Navires et de Plateformes Offshore SAS ;
- la branche d'activité GSIT (Services aux Gouvernements & Commerce International) à la société Bureau Veritas GSIT SAS ;
- la branche d'activité Exploitation, dédiée aux services délivrés en France pour la Gestion du Patrimoine Existant, l'Industrie, l'Inspection et la gestion des enjeux Hygiène Sécurité et Environnement des clients, à la société Bureau Veritas Exploitation SAS ;
- la branche d'activité Construction, dédiée aux services délivrés en France pour le Contrôle Technique, la Gestion du Patrimoine sur Travaux Neufs et la Coordination, Sécurité et Protection de la Santé, à la société Bureau Veritas Construction SAS ;
- la branche d'activité Support France, dédiée aux supports pour la France, à la société Bureau Veritas Services France SAS ; et
- la branche d'activité Support Groupe, dédiée aux supports délivrés en France pour le Groupe dans le monde, à la société Bureau Veritas Services SAS.

Ce projet de filialisation permettrait à Bureau Veritas S.A. de se recentrer sur une activité de holding pour ses activités en France. Le périmètre global de consolidation comptable de Bureau Veritas S.A. demeurerait inchangé.

Bureau Veritas S.A. soumettra ce projet à l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en octobre 2016. Il est prévu que sa réalisation soit effective au 31 décembre 2016.

Note 22 : Périmètre de consolidation

Sociétés consolidées par intégration globale

Les entités mentionnées ci-dessus sont toutes consolidées selon la méthode de l'intégration globale car elles sont toutes contrôlées par Bureau Veritas. Le Groupe dispose de la majorité des droits dans les organes de direction ou dirige les politiques financière et opérationnelle de ces sociétés.

			2016		2015	
Pays	Entreprises	Type	% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
Afrique du Sud	ACT	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Afrique du Sud	Bureau Veritas Gazelle Pty Ltd	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Afrique du Sud	Bureau Veritas Inspectorate Laboratories (Pty) Ltd	F	73,30	73,30	73,30	73,30
Afrique du Sud	Bureau Veritas Marine Surveying Pty Ltd	F	51,00	37,38	51,00	37,38
Afrique du Sud	BV South Africa	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Afrique du Sud	Carab Technologies Pty Ltd	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Afrique du Sud	M&L Laboratory Services (Pty) Ltd	F	100,00	73,30	100,00	73,30
Afrique du Sud	Tekniva	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Algérie	BV Algérie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	7 Layers Germany AG	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Industry Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Bureau Veritas Material Testing GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BV Certification Germany	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BV Construction Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BV Germany Holding GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BV sa – Allemagne	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	BVCPS Germany	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Inspectorate Deutschland GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Inspectorate Germany GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Technitas Central Europe	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Unicar GmbH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Allemagne	Wireless IP	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Angola	BV Angola	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	BV sa - Arabie Saoudite	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Arabie Saoudite	BV SATS	F	75,00	75,00	75,00	75,00
Arabie Saoudite	Inspectorate International Saudi Arabia Co Ltd	F	65,00	65,00	65,00	65,00

Arabie Saoudite	MD Loss Adjusting and survey company Ltd	F	100,00	81,09	100,00	81,09
Arabie Saoudite	Sievert Arabia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	ACME Analytical Lab. (Argentina) S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	BV Argentine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	Inspectorate de Argentina SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	NCC International	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Argentine	CH International Argentina SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Arménie	BIVAC ARMENIA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Asset Integrity & Reliability Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Asset Integrity & Reliability Services Australia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Australia Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas HSE	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas International Trade Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Bureau Veritas Minerals Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie		F	100,00	100,00	100,00	100,00
	Bureau Veritas Risk & Safety Pty Ltd					
Australie	Inspectorate Australia Holdings Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Matthews-Daniel Int. (Australia) Pty	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	Ultra Trace	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Australie	TMC Marine Pty Ltd	F	100,00	100,00		
Australie	Bureau Veritas Asure Quality Finance PT	F	51,00	51,00		
Australie	Bureau Veritas Asure Quality Holding PT	F	51,00	51,00		
Australie	DTS Food Laboratories	F	51,00	51,00		
Autriche	Bureau Veritas Certification Austria	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Azerbaïdjan	BV Azeri	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Azerbaïdjan	Inspectorate International Azeri LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bahamas	Inspectorate Bahamas Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bahrein	BV sa – Bahrein	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BIVAC Bangladesh	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BV Bangladesh Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bangladesh	BV CPS Chittagong Ltd	F	99,80	99,80	99,80	99,80
Bangladesh	BVCPS Bangladesh	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belarus	BV Belarus Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	AIBV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	BV Certification Belgium	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	BV Marine Belgium & Luxembourg	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	BV sa – Belgique	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Euroclass N.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Belgique	Inspectorate Antwerp NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Inspectorate Ghent NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Inspectorate Gordinne General International Surveyors NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Belgique	Unicar Benelux SPRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	BIVAC Bénin	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	BV Bénin	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bénin	Société d'exploitation du guichet unique du Bénin (SEGUB)	F	51,00	46,00	51,00	46,00
Bermudes	Matthews-Daniel Holdings (Bermuda) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bermudes	Matthews-Daniel Services (Bermuda) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Birmanie	Myanmar BV Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bolivie	BV Argentina SA succursale Bolivia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bolivie	BV Fiscalizadora Boliviana SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bosnie	BV Sarajevo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bosnie	Inspectorate Balkan DOO	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	ACME Analytical Laboratorios LTDA.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Autoreg	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Autovis	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	BV do Brasil	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	BVQI do Brasil	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Inspectorate do Brasil Inspeções Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Loss Control do Brasil S/C Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Matthews-Daniel do Brasil	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Sistema PRI	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	NCC Certification	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Ch International do Brazil Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brésil	Associação NCC Certificações do Brasil	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Brunei	BV sa – Brunei	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Bulgarie	BV Varna	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Bulgarie	Inspectorate Bulgaria EOOD	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Burkina Faso	Bureau Veritas Burkina S.A.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cambodge	Bureau Veritas (Cambodia) Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cameroun	BV Douala	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	BV Canada	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	BV Certification Canada	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	BV Commodities Canada Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	BV I&F Canada	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Chas Martin Canada Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Matthews-Daniel Int. (Canada) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Matthews-Daniel Int. (Newfoundland) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Maxxam Analytics International Corp	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	T H Hill Canada Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Chili	ACME Analytical Laboratories S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	BV Chile	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	BV Chile Capacitacion Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	BVQI Chile	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Cesmec Chile	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	ECA Control y Asesoramiento	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Geoanalitica	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chili	Servicios de Inspeccion Inspectorate Chile Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	ADT Shanghai	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Beijing Huaxia Supervision Co	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BIVAC Shanghai	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Hong Kong	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Bureau Veritas Marine China	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV 7 Layers Communications Technology (Shenzen) Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Bosun -Safety Technology	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Certification China (ex Falide International Quality Assessment)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Certification Hong Kong	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Consulting Shanghai	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV CPS Shenou (Wenzhou) Co,Ltd	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	BV HK Ltd branch Marine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Quality Services Shanghai	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BV Shenzen	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Chine	BVCPS HK	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BVCPS HK, HSINCHU BRANCH	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	BVCPS Jiangsu Co	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	BVCPS Shanghai	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Chine	BV-Fairweather Inspection & Consultants	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Guangzhou BVCPS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Inspectorate (Shanghai) Ltd	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Chine	LCIE China	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Matthews-Daniel Int. (Hong Kong) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Matthews-Daniel Offshore (Hong Kong) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	NDT Technology Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Safety Technology Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Shanghai Davis Testing Technology Co. Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Tecnitas far East	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Zhejiang BVCPS Shenyue Co. Ltd	F	60,00	51,00	60,00	51,00
Chine	Shangai TJU Engineering Service Co Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Chine	Shandong Chengxin Engineering Consulting & Supervision Co., L	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Chine	Ningbo Hengxin Engineering Testing Co Ltd	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Chine	Beijing Huali BV Technical Service Co. Ltd	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Chine	CTS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Chine	Shandong Hengyuan Engineering Consulting Co., Ltd	F	100,00	70,00	100,00	70,00
Chine	BV-CQC Testing Technology	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Chine	Chongqing Liansheng Construction Project Management Co., Ltd.	F	80,00	80,00		
Chine	Chongqing Liansheng Seine cost consulting	F	80,00	80,00		
Chine	Wuhu Liansheng Construction Project Management	F	80,00	80,00		
Chine	Chongqing Liansheng Henggu construction	F	80,00	80,00		
Chine	Hangzhou VEO Standards Technical Service	F	65,00	65,00		
Chypre	Bureau Veritas (Cyprus) LTD	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	ACME Analytical Lab. Colombia S.A.S.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	BV Colombia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	BVQI Colombia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	ECA Colombie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	Inspectorate Colombia Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	T H Hill Colombia, branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	Tecnicontrol SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Colombie	PRI Colombia SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Congo	BIVAC Congo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Congo	BV Congo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	7 Layers Korea Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	BV Certification Korea	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	BV KOTITI Korea Ltd	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Corée	BV sa – Corée	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	BVCPS ADT Korea Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Corée	BV Korea - CPS Lab	F	100,00	100,00		
Côte d'Ivoire	BIVAC Côte d'Ivoire	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	BIVAC Scan CI	F	61,99	61,99	61,99	61,99
Côte d'Ivoire	Bureau Veritas Mineral Laboratories	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Côte d'Ivoire	BV Côte d'Ivoire	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Croatie	BV Croatia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Croatie	Inspectorate Croatia Ltd Doo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Cuba	BV sa – Cuba	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	BV Certification Denmark	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	BV HSE Denmark	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Danemark	BV sa – Danemark	S	100,00	100,00	100,00	100,00

Egypte	BV Egypt	F	90,00	90,00	90,00	90,00
Egypte	Matthews-Daniel Int. (Egypt) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Egypte	Watson Gray (Egypt) limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Emirats Arabes	BV sa - Abu Dhabi	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Emirats Arabes	BV sa – Dubai	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Emirats Arabes	Inspectorate International Ltd (Dubai branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Emirats Arabes	Matthews-Daniel Services (Bermuda) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Emirats Arabes	Sievert Emirates Inspection LLC	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Equateur	Andes Control Ecuador SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Equateur	BIVAC Ecuador	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Equateur	BV Ecuador	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Equateur	Inspectorate del Ecuador SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
		F				
Espagne	Activa, Innovación Y Servicios, S.A.U.		100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	BV Formacion	F	95,00	95,00	95,00	95,00
Espagne	BV Iberia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	BV Inversiones SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	ECA Entidad Colaborada De La Administración, S.A.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	ECA Global'S Investments, Heritage And Assets, S.L.U	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Inspectorate Española, S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Instituto De La Calidad, S.A.U.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Espagne	Unicar Spain Servicios de Control S.L.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Estonie	BV Estonia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Estonie	Inspectorate Estonia AS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	7 Layers US	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	ACME Analytical Laboratories USA, Inc.k.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BIVAC North America	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Bureau Veritas North America	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BV Certification North America	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BV Marine Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BVCPS Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	BVHI – USA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Chas Martin Montreal Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Curtis Strauss	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Inspectorate Holdco Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Inspectorate Pledgeco Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Matthews-Daniel Company Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Etats Unis	Matthews-Daniel Holdings Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	NEIS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	One Cis Insurance	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Quiktrak Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	T H Hill Associates Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	Unicar USA Inc.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	US Laboratories Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Etats Unis	TMC Marine Inc.	F	100,00	100,00		
Etats Unis	Summit	F	100,00	100,00		
Ethiopie	Bureau Veritas Services PLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Finlande	BV sa – Finlande	S	100,00	100,00	100,00	100,00
France	ACR Atlantique	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Arcalia France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BIVAC International	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BIVAC MALI	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Construction	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Exploitation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas GSIT	F	100,00	100,00		
France	Bureau Veritas Holding 4	F	100,00	100,00		
France	Bureau Veritas Holding France	F	100,00	100,00		
France	Bureau Veritas Infrastructures	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Laboratoires	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Logistique	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Marine & Offshore	F	100,00	100,00		
France	Bureau Veritas Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Bureau Veritas Services France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV Certification France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV Certification Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV International	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV sa – France	S	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BV sa Mayotte	S	100,00	100,00	100,00	100,00
France	BVCPS France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	CEP Industrie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	CODDE	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Coreste	F	99,60	99,60	99,60	99,60
France	Ecalis	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	ECS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Guichet Unique Commerce Extérieur & Logistique – GUCEL SAS	F	90,00	90,00	90,00	90,00
France	Hydrocéan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	LCIE France	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Medi-Qual	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Océanic Développement SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	SAS Halec	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	SOD.I.A	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Tecnitas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
France	Unicar Group SAS	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Fujairah	Inspectorate International Ltd (Fujairah branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Gabon	BV Gabon	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Georgie	Inspectorate Georgia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Georgie	Bureau Veritas Georgie LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	BIVAC Ghana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	BV Ghana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ghana	Inspectorate Ghana Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Grèce	BV Certification Hellas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guatemala	BVCPS Guatemala	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée	BIVAC Guinée	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée	BV Guinée	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Guinée Equatoriale	BV sa Guinée Equatoriale	S	100,00	100,00	100,00	100,00
		F				
Guyana	ACME Analytical (Lab.) Guyana Inc.		100,00	100,00	100,00	100,00
Hongrie	BV Hongrie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ile Maurice	BV sa - Ile Maurice	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bhagavathi Ana Labs Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Bureau Veritas India	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	BV Certification India	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	BV sa – Inde	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	BVCPS India Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	BVIS – India	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Civil Aid	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Inspectorate Griffith India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Inde	Sievert India Pvt Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie	BV Indonésie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Indonésie	BVCPS Indonésie	F	85,00	85,00	85,00	85,00
Indonésie	Inspectorate PT IOL Indonesia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Iran	BV sa - Iran	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Iran	Inspectorate Iran (Qeshm) Ltd	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Iraq	BV Iraq	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Irlande	BV Ireland Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Islande	Bureau Veritas Iceland	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	BV Italia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	BV Italia Holding spa (ex BVQI Italie)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Certest SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Inspectorate Italy srl	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Italie	Bureau Veritas Nexta SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	7 Layers Japan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Bureau Veritas Human Tech	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	BV Japan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Inspectorate (Singapore) Pte. Ltd., Japan Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Kanagawa Building Inspection	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Japon	Bureau Veritas Denkihoan-hojin Co., Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Jordanie	BV BIVAC Jordan	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Kazakhstan	BV Kazakhstan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
	BV Kazakhstan Industrial Services	F				
Kazakhstan	LLP		60,00	60,00	60,00	60,00
Kazakhstan	BV Marine Kazakhstan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kazakhstan	Kazinspectorate Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Kenya	BV Kenya	F	99,90	99,90	99,90	99,90
Koweit	BV sa – Koweit	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Koweit	Inspectorate International Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
	Kuwait					
Laos	Bivac LAO PDR	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Laos	Lao National Single Window Company	F	100,00	100,00	100,00	100,00
	Ltd					
Lettonie	Bureau Veritas Latvia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Lettonie	Inspectorate Latvia Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liban	BIVAC Branch Lebanon	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liban	BV Lebanon	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liberia	BIVAC Liberia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Liberia	BV Liberia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Libye	Bureau Veritas Libya	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Lituanie	BV Lithuania	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Lituanie	Inspectorate Klaipeda UAB	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg	BV Luxembourg	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Luxembourg	Soprefira	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	BV Certification Malaysia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	BV Inspection	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malaisie	BV Malaysia	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Malaisie	Inspectorate Malaysia SDN BHD	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Malaisie	Matthews-Daniel (Malaysia) SDN	F	100,00	100,00	100,00	100,00
	BHD					
Malaisie	Scientige Sdn Bhd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mali	BV Mali	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Malte	BV sa – Malte	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Malte	Inspectorate Malta Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc	BV Maroc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Maroc	BV sa – Maroc	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Mauritanie	BV sa - Mauritanie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	BV Mexicana	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	BVCPS Mexico	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	BVQI Mexique	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Chas Martin Mexico City Inc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	CH Mexico International I sociedad de	F	100,00	100,00	100,00	100,00
	responsabilidad Limitada de C.V.					
Mexique	Inspectorate de Mexico SA de CV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Matthews-Daniel Mexico	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mexique	Unicar Automotive Inspection Mexico	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Monaco	BV Monaco	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Mongolie	Bureau Veritas Inspection & Testing Mongolia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mozambique	Bureau Veritas Controle	F	63,00	63,00	63,00	63,00
Mozambique	BV Mozambique Ltda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Mozambique	TETE Lab	F	66,66	66,66	66,66	66,66
Namibie	Bureau Veritas Namibie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nicaragua	NI01b Inspectorate America Corp. - Nicaragua	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nigéria	BV Nigeria	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Nigéria	Inspectorate Marine Services (Nigeria) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Norvège	BV Norway	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Norvège	Matthews-Daniel Int. (Norge) A/S	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Nouvelle Calédonie	BV sa - Nouvelle Calédonie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Nouvelle Zélande	BV Nouvelle Zélande	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Oman	Bureau Veritas Middle East Co. LLC	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Oman	BV sa - Oman	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Oman	Inspectorate International Limited Oman	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Oman	Sievert Technical Inspection LLC	F	70,00	70,00	70,00	70,00
Ouganda	BV Ouganda	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pakistan	BV Pakistan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pakistan	BVCPS Pakistan	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Panama	BV Panama	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Panama	Inspectorate de Panama SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Papouasie Nouvelle Guinée	Succursale de BV Asset Integrity and Reliability Services Pty Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Paraguay	BIVAC Paraguay	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Paraguay	Inspectorate de Paraguay S.R.L.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BIVAC BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BV Inspection & Certification the Netherlands BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BV Marine Netherlands	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	BV Nederland Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	CIBV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspection Worldwide Services B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Curaçao NV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate Inpechem Inspectors B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate International B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Inspectorate IOL Investments B.V.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pays-Bas	Risk Control BV	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	ACME Analytical Lab. Peru	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	BIVAC Peru	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Pérou	BV Pérou	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Inspectorate Services Peru SAC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pérou	Tecnicontrol Ingenieria	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	BV sa - Philippines	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	Inspectorate International Ltd (Philippines branch)	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Philippines	Toplis Marine Philippines	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Pologne	ACME Labs Polska sp. z o. o.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Pologne	BV Certification Pologne	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Porto Rico	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	BIVAC Iberica	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	BV Certification Portugal	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Inspectorate Portugal S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Rinave Consultadorio y Servicios	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Portugal	Rinave Registro Int'l Naval	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Qatar	Bureau veritas International	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Qatar	BV sa - Qatar	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Qatar	Inspectorate International Limited Qatar WLL	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Qatar	Sievert International Inspection WLL	F	49,00	34,30	49,00	34,30
République centrafricain e	BIVAC RCA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République démocratiqu e du congo	BIVAC RDC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République démocratiqu e du congo		F				
	SEGUCE RDC SA		100,00	100,00	100,00	100,00
République Dominicaine	ACME Analytical Laboratories (R.D.) S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République Dominicaine	Inspectorate Dominicana S.A.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
République Tchèque	BV Czech Republic	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Roumanie	BV Romania CTRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Roumanie	Inspect Balkan SRL	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Bureau Veritas Consumer Products Services UK Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV B&I Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV Certification Holding	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV Certification LTD – UK	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV HS&E	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni		F				
	BV Inspection UK		100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV sa – Royaume Uni	S	100,00	100,00	100,00	100,00

Royaume Uni	BV UK Holding Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	BV UK Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Casella consulting ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Inspectorate (International Holdings) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Inspectorate Holdings Plc	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Inspectorate International Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Matthews-Daniel Holdings Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Matthews-Daniel Int. (Africa) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Matthews-Daniel Int. (London) Ltd.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	MatthewsDaniel Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Tenpleth UK	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	Weeks Technical Services	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Royaume Uni	HCD BUILDING	F	100,00	100,00		
Royaume Uni	HCD ENG. LTD	F	100,00	100,00		
Royaume Uni	HCD GROUP LTD	F	100,00	100,00		
Royaume Uni	HCD MANAGEMENT LTD	F	100,00	100,00		
Royaume Uni	HCD SPECIALISTS SERVICES LTD	F	100,00	100,00		
Royaume Uni	TMC Offshore Ltd	F	100,00	100,00		
Royaume Uni	TMC (Marine Consultants) Ltd	F	100,00	100,00		
Russie	Bureau Veritas Certification Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	BV Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	Inspectorate Russia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Russie	LLC Matthews-Daniel International (Rus)	F	100,00	81,09	100,00	81,09
Russie	Unicar Russia LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Rwanda	BV Rwanda Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sénégal	BV Sénégal	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Serbie	Bureau Veritas D.O.O.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	7 Layers Asia Private Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Atomic Technologies Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Bureau Veritas Singapore Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	BV Marine Singapore	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	CKM Consultants Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Inspectorate (Singapore) PTE Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Singapour	Matthews-Daniel International PTE, Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Sievert Veritas Pte Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	Tecnitas	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Singapour	TMC Marine Pte	F	100,00	100,00		
Slovaquie	BV Certification Slovakia	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Slovénie	Bureau Veritas D.O.O.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Slovénie	BV sa - Slovénie	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Sri Lanka	BV Lanka Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Sri Lanka	BVCPS Lanka	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	BV Certification Sverige	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	BV sa - Suède	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Suède	LW Cargo Survey AB	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suisse	BV Switzerland	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Suisse	Inspectorate Suisse SA	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Syrie	BIVAC Branch Syrie	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tahiti	BV sa - Tahiti	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	7 Layers Taiwan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	Advance Data Technology	F	99,10	99,10	99,10	99,10
Taïwan	BV Certification Taïwan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	BV sa - Taïwan	S	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	BV Taïwan	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	BVCPS HK, Taoyuan Branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Taïwan	MTL TAIWAN Branch of BV CPS HKG	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tanzanie	BV Tanzania	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tanzanie	BV-USC Tanzania Limited	F	60,00	60,00	60,00	60,00
Tchad	BIVAC Tchad	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	BV Tchad	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tchad	Société d'Inspection et d'Analyse du Tchad (SIAT)	F	51,00	51,00	51,00	51,00
Thaïlande	BV Certification Thaïlande	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Thaïlande	BV Thaïlande	F	49,00	49,00	49,00	49,00
Thaïlande	BVCPS Thaïlande	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Thaïlande	Inspectorate (Thaïlande) Co Ltd	F	75,00	75,00	75,00	75,00
Thaïlande	Matthews-Daniel Int. (Thaïlande) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Thaïlande	Sievert Thaïlande	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Togo	BV Togo	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Togo	SEGUCE TOGO	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Trinité et Tobago	Inspectorate America Corporation	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Tunisie	STCV - Tunisia	F	49,90	49,90	49,90	49,90
Turkmenistan	Inspectorate Suisse SA Turkmenistan branch	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	ACME Analitik Lab. Hizmetleri Ltd. Sirk.	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	BV Deniz Ve Gemi Sinif	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	BV Gozetim Hizmetleri	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Turquie	BVCPS Turkey	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Turquie	Inspectorate Uluslararası Gözetim Servisleri A.Ş.	F	80,00	80,00	80,00	80,00
Ukraine	BV Certification Ukraine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	BV Ukraine	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Ukraine	Inspectorate Ukraine LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Uruguay	Inspectorate Uruguay Srl	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Venezuela	BV Venezuela	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Venezuela	BVQI Venezuela	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Venezuela	Inspectorate de Venezuela SCS	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	BV Certification Vietnam	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	BV Consumer Product Services Vietnam Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	BV Vietnam	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Inspectorate Vietnam Co. LLC	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Vietnam	Matthews-Daniel Int. (Vietnam) Ltd	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Yemen	Inspectorate International Limited Yemen	F	100,00	100,00	100,00	100,00
Zambie	Bureau Veritas Zambia Limited	F	100,00	100,00	100,00	100,00

Sociétés consolidées par mise en équivalence

Pays	Entreprises	Type	2016		2015	
			% contrôle	% d'intérêts	% contrôle	% d'intérêts
Chine	7 Layers Ritt China	F	50,00	50,00	50,00	50,00
France	ATSI - France	F	49,92	49,92	49,92	49,92
Japon	Analysts Japon	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Jordanie	MELLTS	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Royaume Uni	UCM Global Ltd.	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Royaume Uni	Unicar GB Ltd.	F	50,00	50,00	50,00	50,00
Russie	BV Safety LLC	F	49,00	49,00	49,00	49,00

Sociétés consolidées par quote part des actifs et passifs

Pays	Entreprises	Type	2016		2015	
			% de contrôle	% d'intérêts	% de contrôle	% d'intérêts
France	GIE CEPI CTE ASCOT	F	55,00	55,00	55,00	55,00

2.3 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2016 (PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2016)

Aux Actionnaires,

BUREAU VERITAS

67 – 71, boulevard du Château
92571 Neuilly-sur-Seine Cedex

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société BUREAU VERITAS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 28 Juillet 2016

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Ernst & Young

Christine Bouvry

Nour-Eddine Zanouda

3. DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé figurant au Chapitre 2 – Etats financiers consolidés résumés au 30 juin 2016 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au Chapitre 1 – Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2016 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes consolidés au 30 juin 2016, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2016.

Neuilly-sur-Seine, le 28 Juillet 2016

Didier Michaud-Daniel
Directeur Général de Bureau Veritas



Move Forward with Confidence

67/71, boulevard du Château – 92200 Neuilly-sur-Seine – France
Tél. : +33 (0)1 55 24 70 00 – Fax : +33 (0)1 55 24 70 01 – www.bureauveritas.fr